

Sortir du cercle vicieux de la croissance et de l'emploi

un nouveau programme politique
pour l'Europe post-coronavirus



Date de publication :

novembre 2020

Auteurs du rapport :

Katy Wiese (EEB)
(katharina.wiese@eeb.org)
Jan Mayrhofer (YFJ)
(jan.mayrhofer@youthforum.org)

Auteurs collaborateurs :

Nick Meynen, Lucie Susova

Editeur :

Khaled Diab

Avec le soutien de :

La Confédération européenne des
Syndicats www.etuc.org

Le rapport dans son intégralité doit être mentionné comme suit :

Mayrhofer, J. and Wiese, K. (2020).
Escaping the growth and jobs treadmill:
a new policy agenda for post-
coronavirus Europe. Brussels: European
Environmental Bureau, European Youth
Forum

**Rapport disponible en ligne :**

<https://eeb.org/library/escaping-the-growth-and-jobs-treadmill/>
et <https://www.youthforum.org/escaping-growth-and-jobs-treadmill>

Rapport produit pour et distribué par :

Le Bureau européen de l'Environnement
www.eeb.org & le Forum européen de la
Jeunesse www.youthforum.org

Remerciements :

Nous souhaitons remercier toutes les
personnes qui ont contribué à ce rapport
à leur façon : Prof. Tim Jackson, Prof.
Irmi Seidl, Prof. Angelika Zahrnt, Patrizia
Heidegger, Nikita Sanallah, Flavia
Colonnese, William Hayward, Tiziano
Distefano, Bela Galgoczi, Sacha Dierckx

Les auteurs assument la responsabilité
de toute erreur.

Layout :

Josworld.org

Illustrations :

Josworld.org

Traduction de la version anglaise :

Anne Debrabandere

Editeur responsable :

**Bureau européen de
l'Environnement (BEE)**
Rue des Deux Eglises 14-16
1000 Brussels, Belgium
www.eeb.org

Le BEE est le plus important réseau
d'organisations environnementales
de citoyens en Europe.

Association Internationale sans but
lucratif EC transparency register
number 06798511314-27

European Youth Forum (YFJ)
10 Rue de L'Industrie,
1000 Brussels, Belgium
www.youthforum.org

Le YFJ est la plate-forme des
organisations de jeunesse en
Europe qui représente plus de 100
organisations de jeunesse.

EU Transparency Register ID :
43251547769-22

Avant-propos

Les enseignements retenus cette année ont été cruciaux, et de moult façons. Pas uniquement parce qu'ils nous ont permis de réaliser que celles et ceux dont le travail compte le plus ont été plus que cruellement négligés par la société. Les médecins et les infirmières. Les enseignants et les soignants. Les travailleurs agricoles et les détaillants en alimentation. Les chauffeurs-livreurs et les nettoyeurs. Les personnes en première ligne de la crise du coronavirus sont celles dont les moyens d'existence étaient devenus insoutenablement précaires dans les années d'austérité ayant suivi la crise financière. Surchargées de travail, faiblement récompensées, sous-estimées : ce sont ces personnes qui ont finalement compté le plus alors que leur travail était à peine reconnu auparavant. Ces personnes dont le dévouement et le travail acharné se sont retrouvés entre la société et la catastrophe lorsque le virus a frappé.

Comment cela est-il arrivé ? Comment cela a-t-il pu arriver ? Comment avons-nous pu oublier des vérités aussi fondamentales ? C'est en répondant à ces questions que nous commencerons à comprendre comment la reprise doit être orchestrée.

Sous le joug du capitalisme, le travail est devenu un simple coût de la production, peu à peu fondu dans "l'efficacité" et remplacé par des machines. Le travail est devenu une pénitence à éviter, hanté par des conditions médiocres et des cibles de productivité impossibles à atteindre. Les moyens d'existence se sont transformés en une guerre des classes entre celles et ceux qui veulent devenir riches le plus rapidement possible à la poursuite du profit, et celles et ceux qui sont devenus de plus en plus dépendants de salaires précaires. Le résultat est un paradoxe dystopique. Comme le soulignait l'économiste Fritz Schumacher, l'idéal pour les employeurs est de produire sans travailleurs; l'idéal pour les employés est d'avoir des revenus sans travailler.

Au cœur de cet échec réside le marché délicat entre le capital et le travail qui hante l'économie moderne. La croissance de la

productivité du travail, c'est tout ce qui se dresse entre les exigences du marché boursier et la paupérisation des travailleurs. La croissance de la productivité, c'est tout ce qui se dresse entre l'exigence de productivité et le maintien du plein emploi. Or, la croissance de la productivité s'est avérée désastreuse pour la planète dont nous dépendons toutes et tous. La croissance de la productivité a érodé l'économie lente et essentielle des soins. La perte écologique et la précarité sociale sont codifiées dans la dynamique du capitalisme, d'où le cercle vicieux interminable décrit dans ce rapport.

Cependant, même si elle a cruellement éclairé les failles de notre société, la pandémie nous a offert une leçon de transformation. Avec un empressement aussi surprenant que louable, les gouvernements se sont mis à protéger les revenus des individus via des systèmes de congé et des subventions aux entreprises. Des hôpitaux ont été construits, les chaînes d'approvisionnement ont été restructurées, les communautés galvanisées. Le confinement a réduit nos possibilités, mais il a aiguisé notre vision. La croissance a été mise de côté. La santé est devenue notre priorité. La crise a provoqué un changement systémique. Or, le changement ne peut s'arrêter à la crise. La reprise doit se baser sur les fondements de cette expérience, s'inspirer des enseignements du passé. Elle doit être guidée par une vision d'une économie plus équitable et plus verte.

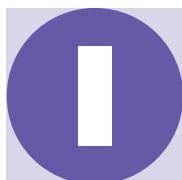
Les moyens d'existence comptent. Pas seulement pour les plus nantis de la société, mais pour nous toutes et tous. Pas uniquement comme un moyen de produire, mais comme un moyen d'investir dans la construction de la société. Le travail compte. Pas seulement comme un moyen d'avoir des revenus, mais comme la manifestation tangible de notre engagement envers un avenir commun. Ce sont là les leçons de ce rapport essentiel qui arrive à point nommé.

Prof. Tim Jackson

Directeur, Centre pour la Compréhension de la Prospérité soutenable (CUSP)

Table des matières

Résumé exécutif	7
Introduction	10



Piégés sur un tapis roulant sans bouton stop

1.1 Productivité du travail	14
1.2 Croissance du PIB	16
1.3 Heures de travail	18
1.4 Le cercle vicieux interminable	20



Effets indésirables du cercle vicieux

2.1 Effets sur les moyens d'existence et l'inégalité	24
2.2 Effets sur les conditions de travail et la qualité de l'emploi	28
2.3 Effets sur l'environnement	29
2.4 Effets sur les loisirs et le bien-être	31
2.5 Effets sur des emplois intéressants	32



Le tapis roulant s'enraye

3.1 Arguments généraux	36
3.2 Arguments associés à l'offre	37
3.3 Arguments liés au système terrestre	39
3.4 Arguments associés à la demande	40



Échapper au cercle vicieux sans fin: un nouvel agenda politique pour une Europe post-coronavirus

4.1 Débattre des principes fondamentaux	45
4.2 Reformuler les principaux objectifs politiques	46
4.3 Dépasser le PIB	47
4.4 Adopter des politiques de transition	48
4.4.1 Redistribuer les richesses : le revenu de base universel	48
4.4.2 Redistribution des heures de travail : réduction du temps de travail	50
4.4.3 Redistribuer la titularité : la démocratie au travail	51
4.4.4 Promouvoir des secteurs de bien-être : la garantie d'emploi	53

Conclusion	56
Références	57

Liste des abréviations

ABE	Autorité bancaire européenne
AEE	Agence européenne pour l'Environnement
ALE	Alliance libre européenne
BEE	Bureau européen de l'Environnement
CE	Commission européenne
CES	Confédération européenne des Syndicats
CS	Congrès syndical
DAT	Démocratie au travail
ESS	Enquête sociale européenne
ETUI	Institut syndical européen
FEBA	Fédération européenne des banques alimentaires
FMI	Fonds monétaire international
FTSE	Financial Times Stock Exchange
GE	Garantie de l'emploi
MPE	Membres du Parlement
NEF	New Economics Foundation
OIT	Organisation internationale du travail
PIB	Produit intérieur brut
RBU	Revenu de base universel
RTT	Réductions du temps de travail
TIC	Technologies de l'Information et des Communications
YFJ	Forum européen de la Jeunesse

Résumé exécutif

Les conséquences dévastatrices de la pandémie de COVID-19 sur le marché du travail, les moyens d'existence et le bien-être des individus, et l'environnement soulèvent une question importante : *comment procède-t-on pour sortir de ce bourbier ?*

Retourner au statu quo économique d'avant la crise en stimulant la croissance économique pour créer des emplois n'est pas une reprise mais une subvention pour la prochaine pandémie. La crise actuelle n'a pas détruit le système; elle a mis ses erreurs fondamentales en lumière. Les erreurs de système se sont multipliées pendant des décennies avant l'arrivée de la pandémie. La surconsommation et la surproduction ont provoqué une crise climatique et environnementale qui menace la survie de la société telle que nous la connaissons. Il ne sert à rien de revenir à la "normale" si la "normale" consistait à épuiser les individus et la planète.

La meilleure façon de décrire notre système économique est de le dépeindre comme un "cercle vicieux interminable, ou un tapis roulant sans bouton stop" : le système du marché axé sur la croissance fonctionne aussi longtemps que nous devenons plus productifs. Dans ce système, nous devons produire davantage chaque année pour éviter le chômage de masse, mais cela occasionne des effets dévastateurs tant pour l'environnement que pour les travailleurs. Nous démontrons cependant également que des options politiques différentes et plus favorables sont disponibles.

Le prix social et environnemental de ce système est devenu insoutenable. **Notre analyse illustre comment ce système engendre des effets négatifs :**

1 sur les moyens d'existence et l'inégalité, en faisant stagner voire même chuter les salaires réels de tout le monde mis à part une petite élite économique;

2 sur les conditions de travail, en réduisant la sécurité de l'emploi et en augmentant les emplois précaires, ce qui est fortement lié au déclin du pouvoir de négociation des employés vis-à-vis de leurs employeurs;

3 sur l'environnement, en créant des emplois dans les secteurs polluants, la surproduction, la surconsommation;

4 sur les loisirs, en augmentant la pression pour travailler toujours plus et devenir plus productif;

5 sur les emplois motivants, en favorisant les activités les plus rentables au détriment d'activités socialement plus bénéfiques.

Nous affirmons par ailleurs qu'il existe des raisons de douter que ce système puisse continuer à fonctionner. Le "cercle vicieux interminable" s'effondre parce que l'ère de la croissance élevée du PIB et de la productivité semble toucher à sa fin. Nous étayons cette position par quatre arguments :

1 des arguments généraux liés au fait qu'il existe des limites physiques à composer la croissance économique sur une planète aux ressources épuisables;

2 des arguments associés à l'offre liés au fait que notre économie a de plus en plus rentabilisé tous les intrants au maximum;

3 des arguments liés au système terrestre soulignant le stress intolérable imposé aux écosystèmes du monde par le modèle économique actuel;

4 des arguments liés à la demande car la demande de biens et de services est de plus en plus saturée et ne parvient plus à suivre la surproduction.

Pour toutes ces raisons, il est impératif de trouver des moyens de sortir de ce cercle vicieux interminable où nous sommes piégés en transformant notre système économique. Dans notre paradigme économique actuel, une interruption de croissance est appelée une récession. Cela signifie chômage, baisse des salaires et misère. Mais elle n'a pas à impliquer cela. **Nous fournissons une feuille de route en quatre étapes pour réduire notre dépendance structurelle vis-à-vis de la croissance économique et la création d'emplois et pour passer à un schéma narratif positif sur le travail dans une économie post-coronavirus :**

- 1 nous devons commencer par questionner les principes fondamentaux actuels et débattre des alternatives plus durables;
- 2 reformuler les objectifs politiques pour améliorer notre bien-être collectif;
- 3 aller au-delà de la croissance économique en mesurant le succès de nos économies, en utilisant plutôt des indicateurs socio-écologiques holistiques;
- 4 adopter des politiques de transition qui nous permettent d'échapper au cercle vicieux interminable résumé dans le tableau ci-dessous.

Quoi ?	Comment ?
Proposition politique	Description
Revenu de base universel	Un programme gouvernemental où chaque citoyen reçoit un montant d'argent défini sur une base régulière
Réduction du temps de travail	Réduction du temps passé à travailler convenue conjointement
La démocratie au travail	Déplacer le pouvoir décisionnel des directeurs et parties prenantes commerciaux vers un groupe plus large de parties prenantes, en majorité des travailleurs
Garantie de l'emploi	Un programme financé par l'Etat géré localement qui offre à toute personne prête et capable de travailler un emploi dans la communauté pour un salaire minimum socialement inclusif

Pourquoi ?

Dissocier les emplois ...	Justification économique	Justification morale	Principaux effets socio-économiques
... des moyens de subsistance	Stabiliser l'économie et diminuer sa dépendance structurelle vis-à-vis de la croissance du PIB en donnant à chacun suffisamment pour répondre à ses besoins de base	La richesse créée maintenant est due aux inventions et aux progrès réalisés à travers l'histoire humaine, et elle doit donc profiter à tout le monde	+ Réduction de l'inégalité (des genres) + Bienfaits pour l'environnement + Emplois intéressants
... de la semaine de travail de 40 heures	Stabiliser notre système économique vu que de moins en moins d'heures de travail sont nécessaires	Libérer du temps pour que les individus s'engagent dans des activités choisies pour le bien-être individuel et sociétal	+ Meilleures démocraties + Bienfaits pour l'environnement + Amélioration de la santé et du bien-être + Réduction de l'inégalité (des genres)
... du concept de titularité et de ses formes standard d'organisation	Décourager le comportement de prise de risque et contribuer à des décisions économiquement saines à long terme impactant la stabilité économique générale	La valeur de la démocratie ne doit pas être limitée à la sphère publique, mais également être applicable à nos lieux de travail	+ Réduction de l'inégalité (des genres) + Meilleures démocraties + Amélioration de la santé et du bien-être + Bienfaits pour l'environnement
... de la dégradation de l'environnement	Éliminer le chômage involontaire, maintenir la stabilité des prix et dissocier l'emploi de la croissance économique	Passer de l'idée du travail comme un devoir à l'idée du travail comme un droit.	+ Emplois intéressants + Bienfaits pour l'environnement + Amélioration de la santé et du bien-être

Introduction

La pandémie de coronavirus est un choc pour le quotidien de la plupart des habitants de l'Europe. Une crise sanitaire transformée en crise de l'emploi et finalement en la pire des récessions depuis les années 1930. Tandis que les chaînes d'approvisionnement se désintègrent, des secteurs entiers s'effondrent. En Europe uniquement, 5,5 millions d'emplois ont été perdus avant l'été 2020¹ et le taux de chômage des moins de 25 ans a grimpé trois fois plus vite que le taux de chômage général de l'UE et il avoisine à présent les 17%². Bien souvent, les premiers perdants sont ceux dont l'emploi était déjà précaire - le personnel de vente, les artistes, les travailleurs culturels, le personnel de cuisine, les nettoyeurs et de nombreux travailleurs informels. Dans un monde où la plupart des gens dépendent de leurs revenus pour vivre, les effets de la crise de l'emploi sont catastrophiques.

C'est pourquoi la question la plus pertinente de ce jour est : comment sortons-nous de ce borbier ?

La réponse à cette question pour la plupart des politiciens de l'UE est de revenir à la "normale" aussi rapidement que possible. Les mesures de reprise proposées cherchent à replacer l'économie dans la situation de statu quo qu'elle occupait avant la pandémie. Des trillions d'euros sont dépensés pour sauver l'économie en stimulant la croissance pour éviter une hausse brutale du chômage. Des réglementations environnementales sont suspendues ou retardées pour remettre l'économie sur les rails. Par exemple, des réglementations environnementales cruciales comme les stratégies relatives à l'alimentation, l'agriculture et la nature ont été retardées. Plusieurs lobbies industriels ont activement poussé pour des allègements réglementaires, c'est notamment le cas des lobbies automobiles européens qui ont tenté

de s'opposer à l'imposition d'émissions de CO2 plus strictes pour les voitures.³ Emplois et croissance sont plus que jamais la réponse à la question, et le mantra politique de notre époque.

Mais souhaitons-nous vraiment un retour à la "normale", avec toutes ses conséquences anormales pour la société et l'environnement ? Pour la plupart d'entre nous, le "normal" avant la pandémie ne fonctionnait pas. La pandémie est comme une grande marée, mettant à nu la véritable topographie de notre système économique fragile. Déjà avant la pandémie, les inégalités atteignaient des proportions incontrôlables, et la plupart des êtres humains se trouvent à une secousse économique de la catastrophe, tandis que de plus en plus de gens sont soit surchargés de travail ou luttent pour survivre avec leurs salaires. La surconsommation et la surproduction ont engendré une crise climatique et environnementale qui menace la survie de la société telle que nous la connaissons.⁴

Un facteur déterminant de tout cela est la poursuite de la croissance économique à tout prix et la dépendance de nos économies vis-à-vis de la croissance de la productivité. C'est comme si nous étions piégés dans un cercle vicieux sans fin : nous devons être chaque jour plus productifs, produire plus et développer notre économie pour éviter le chômage. Effectivement, il semble que les politiciens ont été incapables de choisir autre chose que le retour à la "normale" parce qu'ils redoutent une situation qui serait encore pire. Tout ralentissement de l'économie, tel que celui que nous connaissons actuellement, aboutit à des récessions économiques et au chômage. C'est pourquoi le narratif qui veut que "croissance égale emplois" domine le débat.

Ce rapport affirme qu'il existe une alternative au retour à la "normale", une alternative qui évitera le bord de la falaise duquel nous nous rapprochons de plus en plus vite. Le paysage politique actuel est limité par des idées et outils économiques conçus pour un autre temps.

Dans ce rapport, nous présentons en quatre sections un nouveau programme politique pour l'Europe post-coronavirus afin d'échapper au cercle vicieux interminable de la croissance et des emplois :

I

Explorer la dépendance structurelle des emplois vis-à-vis de la croissance économique

II

Discuter des implications sociales et environnementales du travail dans notre système économique actuel

III

Fournir un aperçu de l'avenir de la croissance et des emplois

IV

Fournir une feuille de route pour la transition vers un schéma narratif positif sur le travail dans une économie post-coronavirus



O

**Piégés sur
un tapis
roulant sans
bouton stop**



Le système économique d'aujourd'hui ressemble à un tapis de course, mais avec très peu d'avantages pour la santé. Il veut que les travailleurs roulent à plat pour stimuler la productivité, et avec elle la croissance économique, pour produire le maximum de résultats pour leurs employeurs. Mais ce n'est pas tout. Les réglages du tapis sont constamment revus vers le haut au nom de la rentabilité. Cela signifie que les travailleurs doivent courir chaque fois plus vite simplement pour rester dans la même position, et beaucoup perdent pied et certains sont jetés sur le côté de manière peu respectueuse, tandis que les gains de leur labour ruissellent en amont.

Pour comprendre comment nous sommes arrivés à cette triste situation où les travailleurs sont incités à travailler plus, à être plus productifs, à assumer plus de travail en ayant moins de bénéfices et de sécurité de l'emploi, il faut étudier l'évolution de la relation entre la productivité du travail, la croissance économique et les heures de travail depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale, et les considérations idéologiques et théologiques sous-jacentes à cette évolution.

1.1 Productivité du travail

Réfléchissant au raisonnement économique conventionnel autour de la productivité, l'économiste américain et lauréat d'un prix Nobel Paul Krugman déclarait un jour de façon mémorable : "La productivité n'est pas tout, mais à long terme elle est presque tout. La capacité d'un pays d'améliorer son niveau de vie dans le temps dépend presque entièrement de sa capacité d'augmenter sa production par travailleur."⁵

Grâce à une rapide innovation technologique, l'histoire du capitalisme moderne a été marquée par l'invention et l'introduction de machines pouvant réaliser le travail d'un grand nombre de travailleurs ou permettre aux travailleurs individuels de produire plus. En termes économiques, cela s'appelle l'augmentation de la productivité du travail, c-à-d des unités de production par unité de travail. Résultat, de moins en moins d'heures de travail sont nécessaires pour produire la même quantité de biens et de services. Les innovations dans le secteur des TIC par exemple ont permis à des entreprises comme Facebook, Google, Amazon, ou Airbnb de s'emparer de parts de marché gigantesques en n'employant qu'une fraction des travailleurs requis dans les secteurs d'origine où ils étaient entrés ou avaient été remplacés, comme la publicité, les médias ou la distribution.

Les entreprises ont toujours été motivées pour augmenter la productivité du travail. En cas de pénurie de travailleurs, les entreprises doivent augmenter la productivité du travail pour combler l'insuffisance. De plus, le fait que dans le monde occidental le travail est comparativement plus cher constitue une autre motivation pour accroître la production par heure prestée. Notre régime fiscal actuel place la plus haute charge fiscale sur le travail par opposition aux ressources et au capital qui sont nettement moins taxés.

Des données pour des pays sélectionnés de l'UE indiquent une augmentation continue de la productivité du travail depuis la Deuxième Guerre mondiale. Bien que les données varient considérablement dans le temps, la plupart des pays ont augmenté leur productivité du travail de 5% maximum lors de cette période. Alors qu'un travailleur italien produisait moins de 5 USD de services par heure en 1950, le travailleur italien actuel produit plus de 50 USD⁸ par heure.⁹

Toutefois, la productivité du travail a augmenté à un rythme plus lent depuis le nouveau millénaire. De nombreux pays industrialisés ont expérimenté une série de ralentissements de la productivité du travail; la pandémie de COVID-19 étant le tout dernier choc à cet égard (analysé plus en détails à la Section III). De plus, l'étendue complète des effets négatifs de la crise du coronavirus sur la productivité est encore inconnue vu les incertitudes liées à la durée, à la propagation et à l'intensité de la pandémie et à ses retombées économiques finales.¹⁰ Néanmoins, la productivité du travail en Europe a augmenté rapidement à travers l'histoire moderne, et l'Allemagne a notamment accru 14 fois son PIB par heure prestée sur les sept dernières décennies (cf. Figure 1).

14



La productivité mesure le niveau d'efficacité dans lequel les intrants de production tels que le travail et le capital sont utilisés dans une économie pour produire un niveau donné de rendement.⁶ En d'autres termes, elle reflète le rapport entre la quantité produite (rendement) et la quantité utilisée pour y parvenir (intrants). La productivité peut être mesurée de nombreuses façons. L'une des mesures les plus communes de la productivité est la productivité du travail : le produit intérieur brut par heure prestée.⁷

5. Krugman, 1994

6. OECD, n.d.

7. Ibid.

8. Nombre ajusté pour l'inflation

9. Our World in Data, n.d.

10. Dieppe, 2020

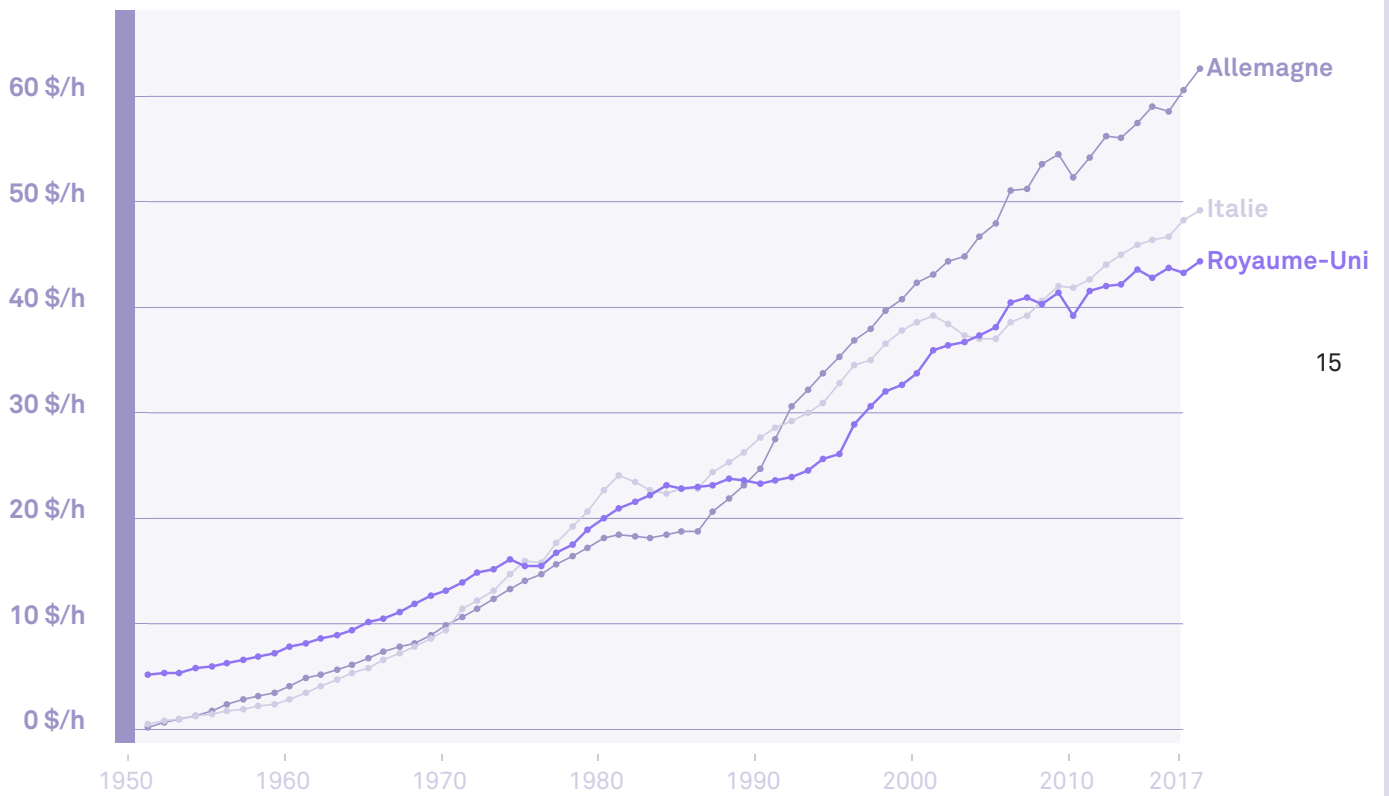


Figure 1 : Productivité du travail dans des pays européens sélectionnés 1950-2017;
Source : Feenstra et al. 2015

1.2 Croissance du PIB



Le Produit intérieur brut (PIB) fait référence à la valeur monétaire des biens et services commercialisés par une population donnée, souvent désignée comme le niveau de vie.

La formule est simple : la croissance du PIB requiert la croissance de la productivité du travail et/ou la croissance du nombre d'heures travaillées. Le PIB peut donc être augmenté de deux façons : travailler un plus grand nombre d'heures (avec la même productivité du travail) ou augmenter la productivité du travail (tout en maintenant constant le nombre d'heures travaillées).

Le siècle dernier a été une ère de croissance sans précédent soutenue par l'injection d'une énergie bon marché à des coûts sociaux et environnementaux élevés. Comme l'illustre la Figure 2, la croissance du PIB en Europe occidentale a augmenté d'un facteur proche de huit depuis 1950. Depuis 2000, la croissance du PIB dans l'UE atteignait en moyenne 1,43% par an comparé à 2,67% de 1971 à 2000.¹¹ En 2020 cependant, l'économie de la zone euro se contractera de 8,7%, d'après les derniers rapports au moment de rédiger ces lignes. Les raisons et conséquences de ce ralentissement le plus récent sont étudiées dans la dernière partie de ce rapport. Bien que le taux de croissance a été particulièrement élevé pour les pays d'Europe occidentale, tous les pays européens ont augmenté leur PIB par habitant de manière significative depuis 1950.

***Le Produit intérieur brut (PIB)** est la mesure la plus commune de la taille d'une économie. Initialement développé aux Etats-Unis dans les années 1930, le PIB résume la valeur monétaire, ou les prix, de tous les biens et services finaux enregistrés produits dans une économie pendant une période de temps donnée (comme un trimestre ou une année) dans un territoire donné (comme l'Europe). Si le PIB diminue, cela indique que l'économie (le volume de la valeur monétaire) rétrécit et est susceptible de sombrer dans une récession si cela dure plus de six mois. Le PIB mesure uniquement ce qui est commercialisé sur le marché. Il ne reflète ni le travail non rémunéré, effectué de manière disproportionnée par les femmes, ni l'économie informelle.*

Il existe trois grandes façons de calculer le PIB :

- *La méthode des recettes ajoute tout ce qui a été gagné en production (salaires, dividendes, bénéfices, etc.)*
- *La méthode des dépenses compte tout ce qui a été consommé/dépensé par les consommateurs, les entreprises et les gouvernements.*
- *La méthode de la production mesure tout ce qui a été créé par les producteurs.*

Cela devrait donner plus ou moins le même montant à la fin. Cependant, le calcul est une procédure assez compliquée qui implique un certain nombre de difficultés telles que la prise en compte de l'évolution des prix (déflation ou inflation), la conversion des devises afin de comparer les pays, et les aspects qualitatifs des biens ou des produits commercialisés. Pour ce rapport, nous nous rapporterons au PIB "réel" comme mesure qui tient compte de l'évolution des prix (en raison de l'inflation/ la déflation). Ainsi, le montant final reflète les augmentations ou les diminutions du PIB en raison de changements dans la production et non pas de la fluctuation des prix.

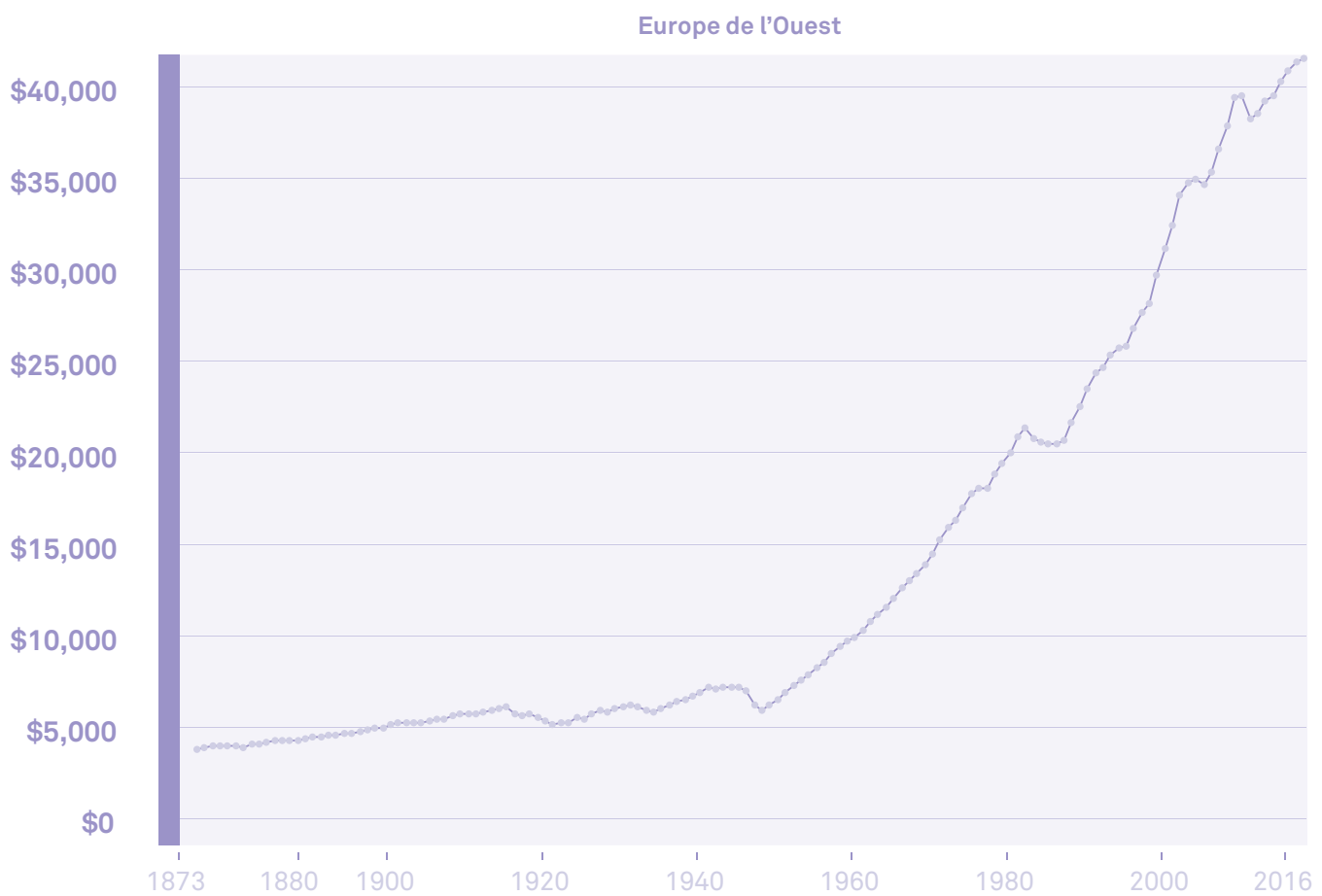


Figure 2 : PIB par habitant en Europe occidentale 1950-2019;
Source : Inklaar et al. (2018)

1.3 Heures de travail

Depuis le début de l'industrialisation, les économistes et les penseurs avant-gardistes ont anticipé une ère des loisirs grâce aux avancées technologiques qui permettent de satisfaire plus facilement nos besoins. L'économiste britannique John Maynard Keynes avait notamment prédit il y a 90 ans que d'ici un siècle nous ne travaillerions que 15h par semaine en moyenne grâce à des augmentations de la productivité du travail.¹²



Le travail a des significations différentes dans des contextes spécifiques.

Nous définissons le travail comme une activité exigeant un temps et des efforts considérables pour un objectif spécifique, que cette activité soit légale/illégale, volontaire/involontaire, agréable/désagréable, etc. (comme faire du jardinage, écrire, donner une conférence, faire telle ou telle corvée).¹³ Le travail est une forme spécifique de travail dont l'objectif consiste à produire des biens ou fournir des services à l'usage d'autres personnes ou de soi-même. Nous définissons le travail rémunérateur ou payé comme un travail qui est effectué en échange d'un paiement/d'une récompense ou dans l'attente de cela (tel qu'un salaire).¹⁴ Si le travail est établi dans le cadre d'un contrat, nous le définissons comme un emploi. Par conséquent, le chômage est l'opposé de l'emploi et il peut être soit volontaire soit involontaire. Le travail de soignant, dans le sens de prendre soin d'enfants, de membres de la famille, de tâches ménagères, etc. dans le domaine privé ou dans des établissements formels peut être payé ou non payé.

Contrairement aux prédictions de Keynes, les heures de travail n'ont que légèrement baissé en Europe (cf. Figure 3). Pendant les vingt dernières années, les heures de travail ont été plutôt stables et elles ont même augmenté dans certains pays de l'OCDE. En effet, pour de nombreuses personnes vivant dans des sociétés prospères et industrialisées, la semaine de travail des 40 heures est toujours la norme. Par exemple, les heures hebdomadaires moyennes de travail dans l'emploi principal dans les pays de l'OCDE n'ont diminué que de 37,4 à 37,0 lors de cette dernière décennie.¹⁵ Dans certains pays européens, les gens travaillent même plus d'heures qu'il y a dix ou vingt ans. En Suède, qui est souvent prise comme exemple de l'État providence progressif, les heures annuelles moyennes travaillées par personne ont augmenté de 6%, passant de 1.516 à 1609, entre 1980 et 2015.¹⁶ En plus de l'augmentation du nombre d'heures de travail, les personnes travaillent également plus longtemps dans leur vie, étant donné que beaucoup de pays augmentent l'âge de départ à la retraite.¹⁷ L'augmentation des heures de travail a été une tentative de pousser la croissance du PIB vers le haut même lorsque la productivité du travail enregistré des ralentissements.

12. Elliot, 2008

13. Parrique, 2019

14. Ibid.

15. OECD, 2020a

16. Roser, 2013

17. Eurofound, 2020a

Durée annuelle moyenne du travail

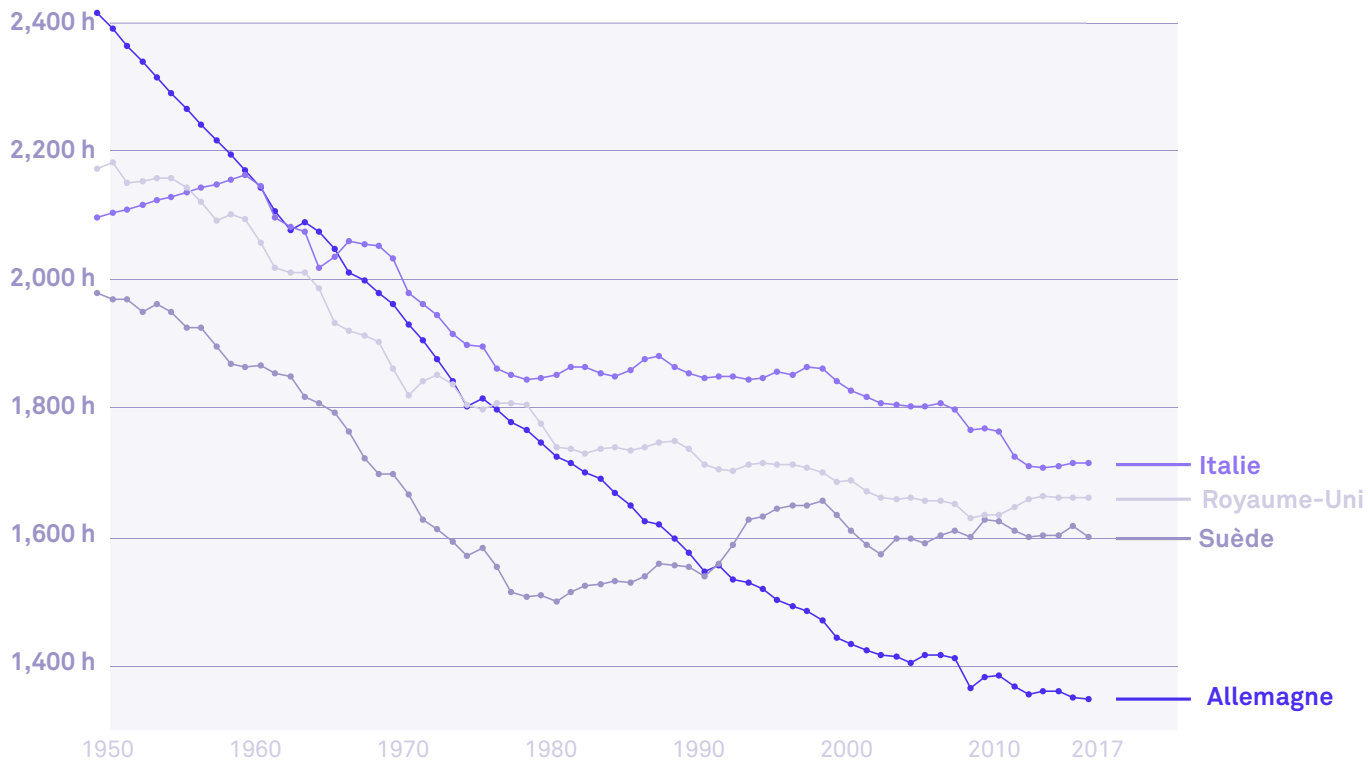


Figure 3: Heures de travail annuelles moyennes dans des pays européens sélectionnés 1950-2017;
Source : Feenstra et. al (2015)

1.4 Le cercle vicieux interminable

Au lieu d'aller vers une plus grande productivité permettant à l'humanité d'emprunter la voix douce, comme le prévoyait Keynes, nous continuons de nous précipiter vers la surcharge de travail. Pourquoi la prédiction de Keynes n'est-elle donc jamais devenue réalité ?

La réponse peut être partiellement glanée dans les chiffres ci-dessus. Avec l'augmentation de la productivité du travail il y a toujours un choix apparent à faire : (1) produire le même résultat avec moins d'heures de travail ou (2) maintenir les heures de travail constantes et produire davantage. Comme le démontrent les tendances historiques, d'une manière générale nous avons choisi de produire plus plutôt que de permettre aux travailleurs de travailler moins.

20

Cela s'explique par le fait que dans notre système économique actuel qui est axé sur la maximisation du profit, nous avons été incapables de choisir autrement. Imaginez une situation où la productivité du travail double, ce qui est arrivé à plusieurs reprises lors du siècle dernier (cf. Figure 4). A présent, le même montant de biens et de services peut être produit avec la moitié de la main d'œuvre. Si la demande reste stable, c-à-d si l'on n'enregistre pas de croissance du PIB, la moitié des travailleurs ne seront plus nécessaires. Dans ce scénario, les entreprises compétitives dans une économie de marché seraient obligées de renvoyer la moitié des travailleurs pour rester rentables. Alors que les biens sont disponibles à un prix plus bas, les salaires globaux diminuent et les nombreux travailleurs licenciés ne peuvent plus se permettre de les acheter, ce qui conduit à une spirale d'inégalités, de catastrophes économiques et de chaos social. Par conséquent, nous sommes obligés d'augmenter la production pour créer de nouveaux emplois pour celles et ceux qui seraient autrement au chômage. C'est l'une

des raisons pour lesquelles notre système actuel dépend de la croissance du PIB. Que nous en ayons besoin ou pas, nous devons produire et acheter de plus en plus de choses pour éviter une catastrophe économique et sociale.

Nous sommes piégés dans un cercle vicieux sans fin.¹⁸ Le système de marché axé sur la croissance fonctionne aussi longtemps que nous augmentons notre productivité en produisant plus pour conserver l'emploi des travailleurs. Une économie qui ralentit, une croissance plus faible de la productivité ou un chômage en hausse ont tous des effets domino sur notre système économique actuel. Par exemple, si l'économie ralentit à cause d'une crise, comme la pandémie du COVID-19 et les réponses politiques qui suivent, la perte de confiance des consommateurs ou la hausse brutale des prix, cela peut engendrer du chômage qui enclenche une spirale négative descendante et réduit le pouvoir d'achat, une contraction de la demande, une chute des taux d'investissement, ce qui ne fait qu'exacerber le chômage et les pertes d'emplois.¹⁹ Tout ce qui constitue une menace pour la croissance économique, comme la législation environnementale, est donc considéré comme "une menace pour les moyens d'existence des individus".²⁰

Cependant, même en l'absence d'une crise, le cercle vicieux sans fin comporte de graves effets secondaires en termes de moyens d'existence et d'inégalité, de conditions de travail, de dégradation de l'environnement, de bien-être des individus et de la valeur sociale des emplois (Section II). En plus de ces effets secondaires, l'époque du PIB élevé et de la croissance de la productivité est susceptible de toucher à sa fin (Section III). Pour ces raisons, il est impératif de trouver des moyens de sortir de ce cercle vicieux où nous sommes piégés en transformant notre système économique (Section IV).

18. C'est ce que les économistes Tim Jackson et Peter Victor appellent un "piège de productivité". Jackson & Victor, 2011

19. Jackson & Victor, 2011

20. Ibid.

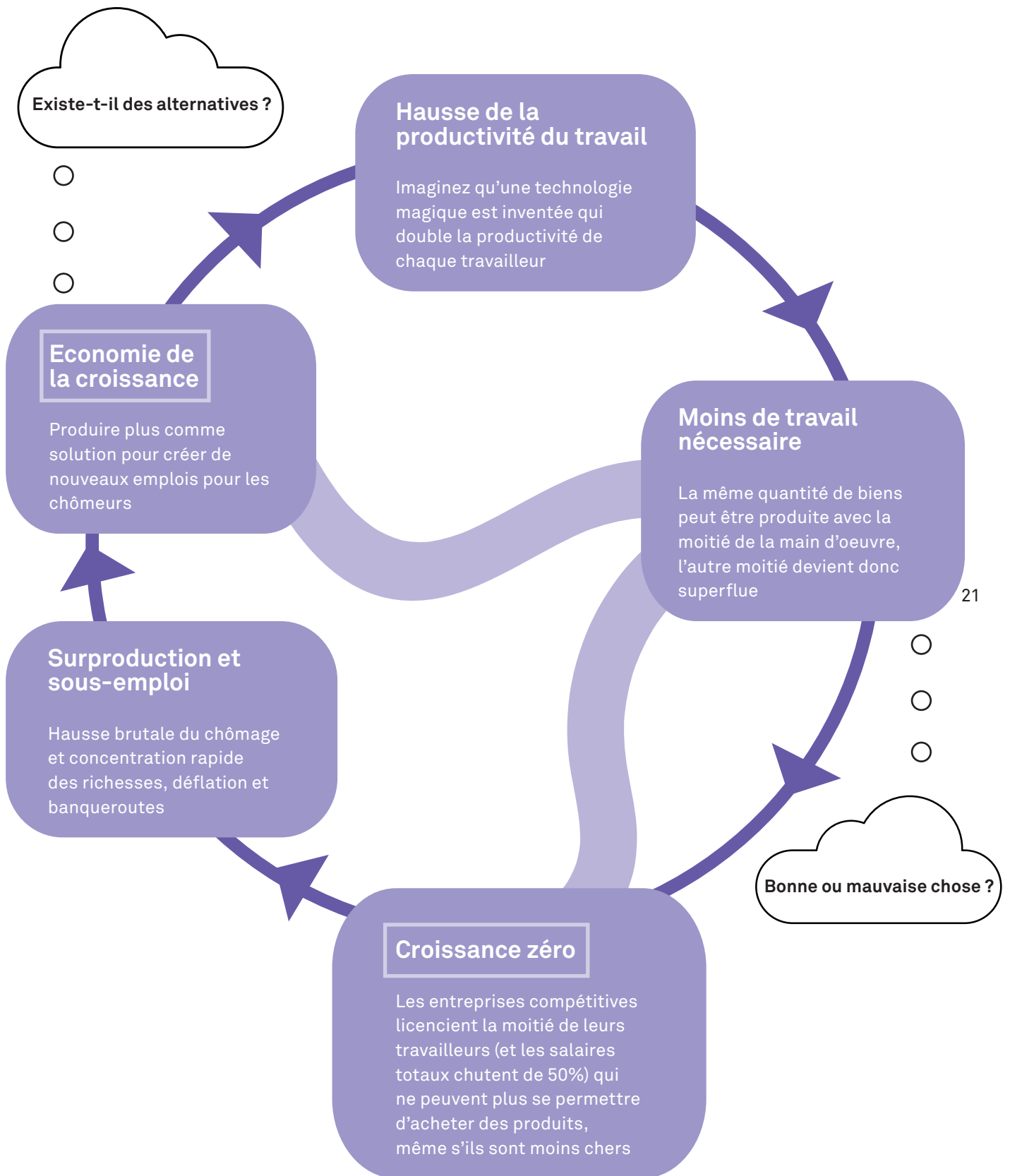


Figure 4 : Le cercle vicieux interminable (dépendance structurelle par rapport à la croissance dans notre système économique actuel)



Effets indésirables du cercle vicieux



2.1 Effets sur les moyens d'existence et l'inégalité

Travailler dur tout en restant perdant est une caractéristique plutôt récente mais persistante des économies européennes. La théorie économique orthodoxe de base suggère que la rémunération horaire des salariés doit croître conformément à leur productivité au travail dans le long terme. Si les travailleurs sont capables de produire plus par heure, ils doivent être rémunérés à hauteur égale. En même temps, grâce à la croissance du rendement, plus de biens doivent être disponibles à un prix plus bas pour que les travailleurs puissent les acheter avec leurs salaires plus élevés et améliorer leurs moyens d'existence. Ceci parce que la théorie économique orthodoxe considère que le "bien-être" ou la "bienveillance" sont égaux au nombre de biens et de services échangés sur le marché, d'où l'argument de la croissance du PIB et de la productivité comme étant le Saint Graal de la politique économique.

24

Cependant, la plupart des gens ont le sentiment que leurs conditions de vie ne se sont pas significativement améliorées depuis les dernières décennies. Ainsi, tandis que la croissance de la productivité a été principalement positive ces dernières décennies dans les économies les plus avancées (cf. Figure 1), les salaires réels ont stagné voire même chuté ces dernières années. Une étude de l'Institut syndical européen (ETUI) révèle que les salaires réels²¹ en Europe suivent une tendance décroissante. Dans dix pays, les salaires réels sont toujours au même niveau voire plus bas qu'il y dix ans. Contrairement au postulat de la théorie économique orthodoxe, dans 15 pays de l'UE, les salaires réels étaient inférieurs à la productivité du travail entre 2009 et 2018 (cf. Figure 5). En d'autres termes, le travailleur moyen n'a pas été rémunéré pour la richesse qu'il a contribué à engendrer, et beaucoup se sont vus récompenser par une insécurité croissante de l'emploi.²²

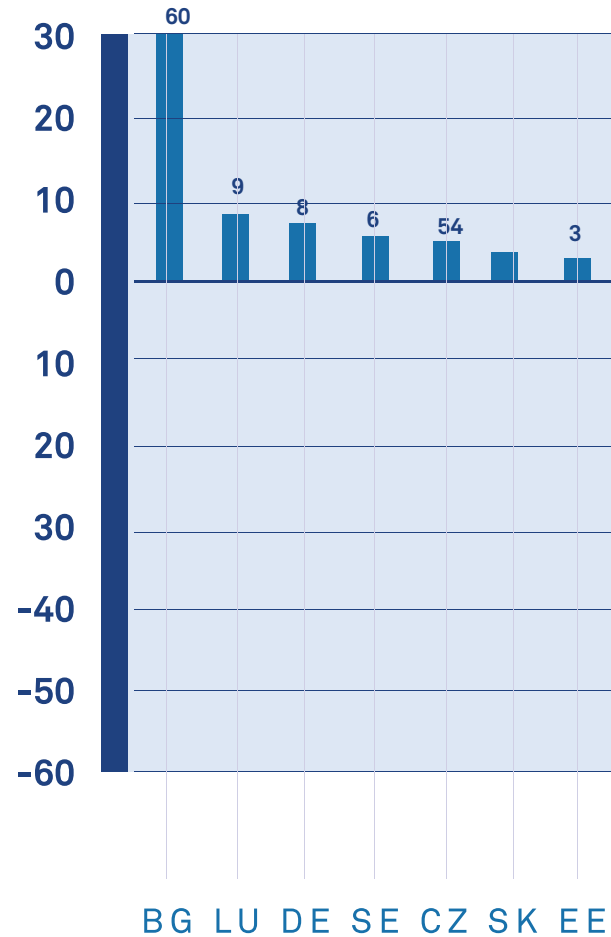
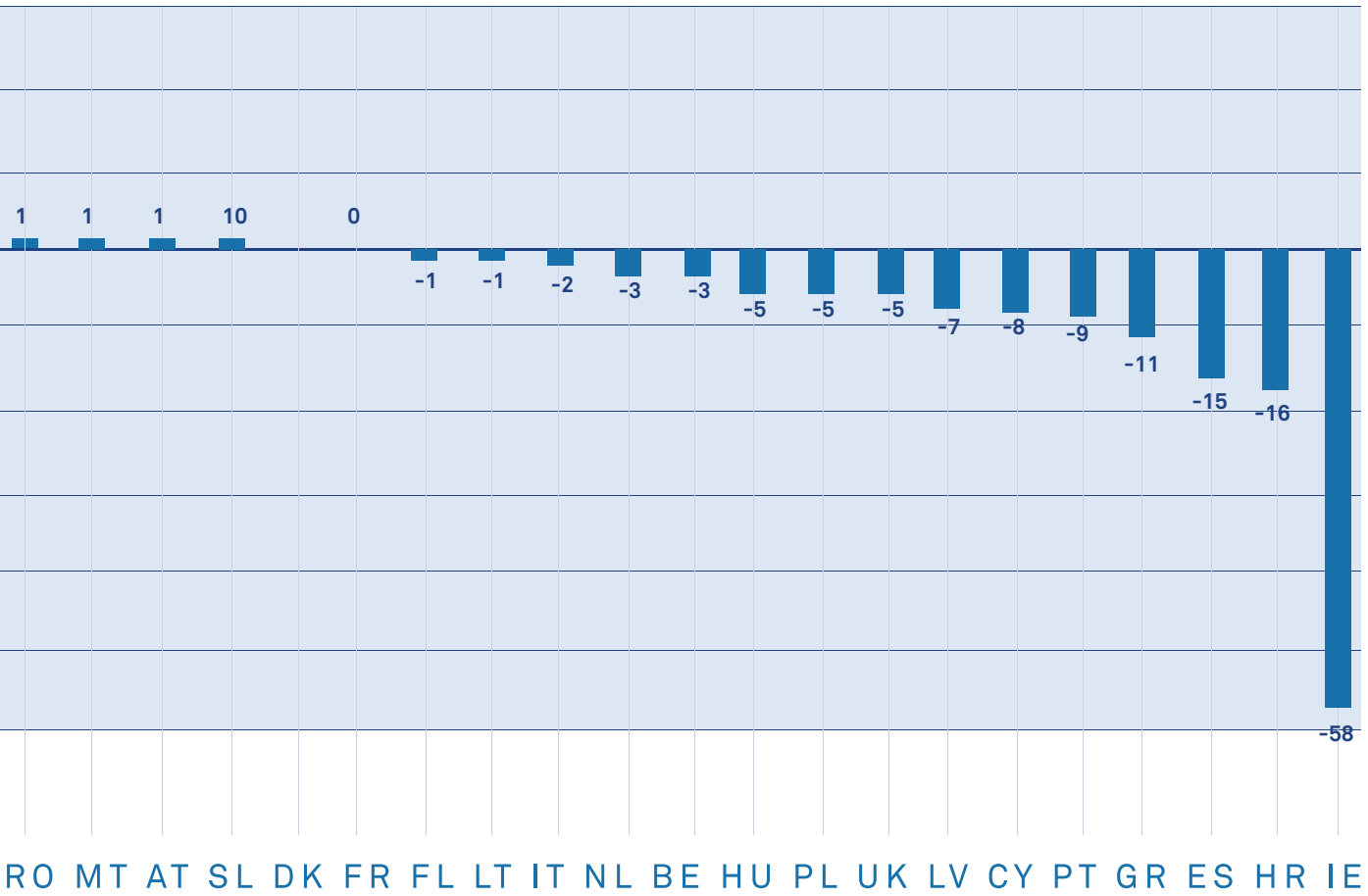


Figure 5 : Evolution des salaires réels vs. la productivité du travail dans l'UE (2009-2018).
Source: AMECO Database (2018)

21. Les salaires réels sont les revenus exprimés en termes de pouvoir d'achat par opposition à l'argent reçu.

22. Müller, Rasnača & Vandaele, 2019

Effets indésirables du cercle vicieux



Tout le monde n'a pas connu une stagnation des salaires. Une diminution de la croissance moyenne des salaires cache le fait que certaines personnes se sont accaparé la part du lion de la richesse créée. Par exemple, un directeur général (CEO) est payé entre 100 et 300 fois plus que le travailleur moyen.²³ Aux Etats-Unis, le salaire des CEO a augmenté de plus de 930% de 1978 à 2016, tandis que le salaire du travailleur ordinaire n'a augmenté que de 11% sur la même période de temps.²⁴ Le rapport entre le salaire d'un CEO et d'un travailleur moyen pour 2018 était de 170:1 aux Pays-Bas, 143:1 en Espagne, et 136:1 en Allemagne.²⁵

En outre, le système actuel a tendance à exclure et sous-évaluer le travail le plus socialement précieux, des emplois qui maintiennent la cohésion de nos communautés et familles. Ce sont souvent les emplois les moins bien payés. C'était absolument flagrant pendant la crise du COVID-19 lorsque les travailleurs en première ligne qui ont permis que la société continue de fonctionner et soit sûre se sont retrouvés sous-payés. Le marché récompense mal ce type de travail, et ces emplois sont donc sous-évalués. L'écart de revenu est remarquable. Près de 5 000 banquiers à travers l'Europe ont été payés plus d'1 million d'euros en un an, une augmentation de 43% de 2010 à 2017, et ce en dépit de la crise financière de 2007-2008 déclenchée par des opérations bancaires imprudentes.²⁶ En revanche, le salaire moyen d'un éducateur en Belgique avoisine les 24000 euros par an, alors qu'au Royaume-Uni il ne dépasse pas les 14 300 euros par an.^{27 28}

Ces tendances accentuent la pauvreté et augmentent les inégalités. Des salaires qui stagnent ou qui diminuent affectent les moyens d'existence des individus parce que la plupart d'entre eux comptent sur leurs salaires pour répondre à leurs besoins quotidiens. Près d'un travailleur sur six dans l'UE est un petit salarié.²⁹ En outre, les emplois mal rémunérés sont principalement réalisés par les plus vulnérables et marginalisés de nos sociétés tels que les travailleurs migrants, les jeunes, les femmes et les populations autochtones, ce qui a pour résultat que les marginalisés deviennent encore plus marginalisés. Malgré les campagnes et les efforts pour traiter le problème, l'écart de salaire entre les genres persiste. Par exemple, bien que deux travailleurs sur cinq en Europe soient des femmes, elles sont toujours payées environ 16% de moins que les hommes par heure.³⁰

Le travail rémunéré ne garantit même pas une échappatoire de la pauvreté pour un nombre important et croissant de travailleurs dans l'UE. La proportion des travailleurs pauvres (les personnes qui travaillent mais ne gagnent pas suffisamment pour couvrir leurs besoins fondamentaux) dans l'UE a augmenté de 8,3% en 2010 à 9,5% en 2018.³¹ Cela équivaut à près de 20,5 millions de travailleurs dans l'UE vivant dans des ménages pauvres ou proches du seuil de pauvreté.³² Au-delà des travailleurs pauvres, on observe une augmentation des chômeurs pauvres. Plus de 14,4 millions de citoyens de l'UE étaient sans emploi en mai 2020, le taux de chômage des jeunes étant de 15,7%³³ comparé à un taux général de chômage de 6,7%.³⁴

23. Les CEO-VW gagnent 127 fois plus que le travailleur moyen. Les plus hauts peuvent gagner jusqu'à 300 fois le salaire de travailleurs typiques en moyenne (Neuhaus & Obertreis, 2019).

24. De Spiegelaere et al., 2019

25. Statista, 2019

26. EBA, 2019

27. Plus d'exemples dans l'étude "A bit rich: Calculating the real value to society of different professions" - New Economics Foundation (NEF, 2009)

28. NEF, 2009

29. EC, 2020

30. EC, 2019

31. Ce qui donne près de 109,2 millions de personnes risquant la pauvreté ou l'exclusion sociale d'ici à la fin 2018 (équivalent à 21,7% de la population de l'UE) (FEBA, 2019).

32. Peña-Casas et al., 2019

33. Statistisches Bundesamt, 2020

34. Eurostats, 2020b

La cause première de ces tendances inclut un changement dans les récompenses, du travail au capital, accéléré par l'automatisation, les politiques fiscales, ainsi que l'émergence du "capitalisme rentier", dans lequel bon nombre des plus grandes entreprises du monde tirent des revenus de la location de leurs actifs plutôt que de la production de biens et services véritables (parmi les exemples, Amazon, Airbnb et Uber).

Dans l'UE, la part de compensation sous forme de salaires et autres avantages en tant que pourcentage du PIB a constamment diminué depuis les années 1970 pour atteindre son niveau le plus bas au début du siècle.³⁵ La plupart des entreprises ont choisi de canaliser les profits de leurs actionnaires plutôt que d'augmenter les salaires des travailleurs. De 2014 à 2018, les dividendes des actionnaires parmi les 100 plus importantes entreprises dans l'index du Financial Times Stock Exchange (FTSE) ont augmenté de 56%, sept fois plus vite que le salaire moyen des travailleurs du Royaume-Uni.³⁶ Les revenus qui étaient autrefois destinés aux travailleurs reviennent aujourd'hui aux détenteurs de capital. En résumé, la croissance de la productivité n'entraîne plus l'augmentation des salaires et n'améliore plus les moyens d'existence de l'individu moyen en Europe. Or, le même individu moyen doit travailler de plus en plus dur.

Ensuite, comme indiqué dans la section précédente, la croissance de la productivité dans notre système économique actuel peut conduire au chômage, sauf si le rendement est amélioré ou si les heures de travail sont réduites. En périodes de croissance plus lente ou de récession, cela tend à entraîner des licenciements massifs. Ainsi, après la crise financière de 2008, plus de 5,5 millions d'Européens ont perdu leurs emplois, le taux de chômage passant de 7,3% avant la crise à 12% en 2013.³⁷ La dépendance de notre système économique à la croissance le rend extrêmement volatile. Le cercle vicieux interminable n'a pas fait grand chose pour améliorer les moyens d'existence de la personne moyenne, et encore moins des femmes, mais dès que le tapis roulant s'arrête, les moyens d'existence des individus sont en péril parce que la plupart d'entre eux dépendent d'un salaire pour pouvoir subvenir à leurs besoins.

Alors que la croissance de la productivité a été principalement positive, les salaires réels ont stagné voire même chuté ces dernières années

35. Müller, Rasnača & Vandaele, 2019

36. TUC, 2019

37. ECB, 2014

2.2 Effets sur les conditions de travail et la qualité de l'emploi

Pour que le tapis roulant poursuive sa course en créant de nouveaux emplois pour ceux qui ne jurent que par l'augmentation de la productivité, dans une économie mondialisée, les entrepreneurs et bon nombre de politiciens soutiennent que l'Europe a besoin d'une main d'œuvre plus flexible. Pour les employeurs, en particulier ceux qui enregistrent une baisse de leurs marges bénéficiaires, cela implique une plus grande liberté de recruter ou licencier des travailleurs en fonction des besoins et de la capacité de production. Pour les travailleurs, cela correspond à une tendance aux emplois précaires tels que les contrats zéro heure, le faux travail indépendant, les stages non rémunérés, et le travail non déclaré.³⁸ Présenté comme une "bifurcation du temps de travail" par l'OIT, il existe actuellement un écart énorme dans le temps de travail, certains travaillant un nombre excessif d'heures, et d'autres n'en ayant pas assez ou travaillant en horaire variable.³⁹ En outre, d'après la Commission européenne, "la tendance générale depuis 2006 indique un usage croissant de contrats à durée déterminée involontaires."⁴⁰

L'emploi atypique explique en partie le déclin du pouvoir des syndicats, tout comme le pouvoir relatif de négociation des employés vis-à-vis des employeurs. Un employé sur deux en Europe n'a pas accès à une représentation des intérêts collectifs, notamment par le biais d'un conseil d'entreprise ou d'un syndicat. Même dans des pays ayant un niveau élevé de représentation, comme la Suède, la Finlande et le Danemark, une minorité considérable n'a toujours pas accès à n'importe quel type de représentation collective sur le lieu de travail.⁴¹ De 1990 à 2015,⁴² l'adhésion totale à un syndicat en Europe a diminué d'environ 29% passant de 52 millions à 37 millions de membres. La densité syndicale indique une

tendance similaire. En 1990, un travailleur sur deux avait été syndiqué, tandis qu'en 2015 cela n'était le cas que pour un travailleur sur quatre.⁴³ Notre économie mondialisée éloigne davantage le pouvoir des travailleurs vers les détenteurs de capital. Par exemple, des employeurs peuvent menacer de relocaliser des emplois dans des pays où le travail est comparativement moins cher.

Tant l'attention première accordée à la maximisation des bénéfices en réduisant les coûts que l'effondrement du pouvoir des syndicats sont des facteurs sous-jacents à la détérioration de la qualité de l'emploi observée ces dernières décennies. L'indice de qualité des emplois de 2005-2015⁴⁴ révèle une caractéristique de diminution de la qualité des emplois.⁴⁵ Cela peut s'expliquer en partie par la crise financière de 2008. Cependant, une étude de ETUI a également conclu que la reprise de la croissance de l'emploi après la crise peut être décrite comme une mauvaise reprise étant donné qu'une grande partie des emplois créés étaient de qualité inférieure.⁴⁶ Une qualité d'emploi médiocre a des répercussions sur la sécurité et la santé : en 2017 on recensait près de 3,3 millions de blessures et 3,5 milliers de décès associés au travail dans l'UE.⁴⁷

Certains secteurs et groupes de la société sont disproportionnellement touchés par la diminution de la qualité de l'emploi. Les travailleurs dans des emplois moins qualifiés présentent un degré inférieur de motivation, de bien-être, d'engagement et de satisfaction, ils vivent une pression accrue au travail et ont des problèmes de santé.⁴⁸ En résumé, des emplois de mauvaise qualité sont néfastes pour la société et pour la santé publique, ce qui signifie au bout du compte qu'ils sont également mauvais pour l'économie dans le long terme.

38. ILO, 2019

39. ILO, 2018a

40. Hatton, 2018

41. De Spiegelaere et al. , 2019

42. Dernières données disponibles dans la plupart des pays

43. De Spiegelaere et al. , 2019

44. Le nouvel indice est encore en phase de vérification

45. Piasna, 2017

46. Ibid.

47. Eurostats, 2019a

48. Eurofound, 2017

Un autre effet indésirable de ces développements est que les personnes qui n'ont pas d'environnements de travail fiables et gratifiants, qui sont piégées par l'incertitude économique ont tendance à ne pas être les citoyens les plus heureux à même de contribuer à leurs communautés. La société dans son ensemble en

pâtit car certaines de ces personnes qui quittent le marché du travail deviennent enclines à la radicalisation. Une recherche récente de ETUI a démontré que de mauvaises politiques de protection sociale sont un indicateur de l'appui aux partis d'extrême droite.⁴⁹

2.3 Effets sur l'environnement

La poursuite de la croissance économique infinie tue la biodiversité, influence le changement climatique et cause la dégradation de l'environnement, et elle épuise également les ressources dont nous avons besoin pour assurer l'avenir matériel de nos enfants et petits-enfants. Étant donné que toute production requiert de l'énergie, une croissance économique infinie signifie une croissance infinie de l'utilisation de l'énergie, ce qui complique la décarbonisation de l'économie. Plus nous produisons de biens, plus nous engendrons de maux, sous forme de déchets et de pollution.⁵⁰ Bien que l'argument selon lequel la croissance du PIB entraîne la dégradation de l'environnement soit bien établi et davantage élaboré dans la Section III, il est deux autres façons dont le cercle vicieux impacte négativement l'environnement.

Le premier facteur est la tendance à créer des emplois dans des secteurs nuisibles pour l'environnement, qui sont souvent des secteurs qui enregistrent une croissance élevée de productivité du travail. Dans une économie de marché, des emplois sont généralement créés dans les secteurs qui promettent le plus grand retour sur investissement et ce sont souvent des secteurs non durables parce que les coûts sociaux et environnementaux ne sont pas comptabilisés. Tandis que le secteur européen des services représente plus de 70% des rendements et emplois de l'UE, le secteur de l'industrie et de l'énergie est perçu comme un "moteur pour la croissance économique et l'emploi". Les secteurs de l'énergie et l'industrie automobile emploient quelque 2 millions de personnes chacun.⁵¹ Les industries extractives emploient près

de 417 000 personnes,⁵² et le secteur de la construction 14,7 millions.⁵³ Beaucoup d'autres emplois en Europe dépendent, directement ou indirectement, de la chaîne de valeur des combustibles fossiles et des processus industriels qui produisent des sommes importantes de gaz à effet de serre. Sans parler des emplois néfastes pour l'environnement qui sont créés en dehors de l'Europe vu le déplacement de nos secteurs manufacturiers vers des pays plus pauvres et moins réglementés.

Le fait de saccager l'environnement a de graves conséquences sur les emplois et secteurs qui dépendent directement de la nature. Plus de 1,2 milliard d'emplois dans le monde comptent directement et indirectement sur la gestion efficace et la durabilité d'un environnement sain.⁵⁴ Tout d'abord, de nombreux emplois dépendent des services d'approvisionnement (matières premières, eau, cultures, épices) fournis par nos écosystèmes tels que l'agriculture et la pêche. Par conséquent, le fait de raréfier et dégrader l'environnement menace ces emplois, tout comme le font les pratiques non durables auxquelles ces mêmes secteurs ont recours. Deuxièmement, les risques environnementaux tels que les tempêtes et les événements météorologiques extrêmes associés au réchauffement climatique ont une incidence négative sur de nombreux emplois qui dépendent d'un climat stable et prévisible. Enfin, les risques environnementaux affectent disproportionnellement les travailleurs les plus vulnérables dans nos sociétés.⁵⁵

49. Vlandas & Halikiopoulou, 2016

50. Knight, Rosa & Schor, 2013

51. Eurostats, 2020c

52. Eurostats, 2020d

53. Eurostats, 2019b

54. ILO, 2018b

55. Ibid.

Alors que la croissance de la productivité a été principalement positive, les salaires réels ont stagné voire même chuté ces dernières années

Contrairement à la croyance populaire, le secteur des services a lui aussi une empreinte environnementale considérable vu ses besoins indirects intrinsèques en matériel, transport et énergie qui consomment des ressources naturelles, engendrent des gaz à effet de serre et provoquent de la pollution.⁵⁶ Par exemple, les plateformes et services en ligne nécessitent également des logiciels, du matériel et de l'énergie. Le fait est que les modes de production artisanale ne sont habituellement pas le problème, mais la production à grande échelle et ses impacts sur l'environnement dépasse les niveaux durables.

30

Le second facteur est la manière dont les heures de travail affectent l'environnement. Une étude a découvert que le temps de travail augmente significativement l'empreinte écologique et les émissions de carbone des 27 pays de l'OCDE à haut revenu.⁵⁷ En outre, si les employés de l'UE-15 (les membres de l'Union européenne avant l'élargissement) travaillaient autant d'heures que leurs homologues aux Etats-Unis, ils consommeraient au moins 15% d'énergie supplémentaire.⁵⁸

Des heures de travail plus longues sont naturellement liées aux autres facteurs caractéristiques du cercle vicieux. L'effet de composition décrit le lien entre la consommation et les heures de travail. Les contraintes de temps qui découlent d'un travail à temps plein peuvent entraîner des habitudes et un comportement de consommation non durables. Par exemple, des activités sans danger pour l'environnement ou des pratiques de consommation de faible impact, comme le fait de cuisiner chez soi ou d'aller dans une ferme agricole soutenue par la communauté pour récolter ses propres légumes nécessitent généralement plus de temps; du temps que les travailleurs n'ont tout simplement pas.⁵⁹ Adeptes du mantra "le temps, c'est de l'argent" et du besoin d'être toujours plus efficace et productif, de devoir respecter des échéances à court terme, le temps de travail a rapidement augmenté.⁶⁰ Une étude réalisée sur des ménages français a révélé que des heures de travail plus longues créent un manque de temps qui encourage la consommation de biens énergivores et favorise des styles de vie non durables.⁶¹ Nous sommes systématiquement coincés dans un cycle travail et dépenses. On nous apprend à vivre pour travailler, travailler pour gagner de l'argent, gagner de l'argent pour pouvoir consommer⁶² - et à le faire vite pour avoir plus de temps pour travailler, gagner plus d'argent et consommer davantage - avec des conséquences de plus en plus catastrophiques pour notre environnement.

56. Knight, Rosa & Schor, 2013

57. Ibid.

58. Rosnick & Weisbrot, 2006

59. Knight, Rosa & Schor, 2013

60. Rosa, 2013

61. Devetter & Rousseau, 2011

62. Schor, 1992

2.4 Effets sur les loisirs et le bien-être

Le cercle vicieux ne permet pas une augmentation des loisirs, même s'il a été démontré qu'il est un facteur important du bien-être des individus (cf. Section I). Au-delà des longues mais normales 40 heures/semaine, près d'un dixième des employés dans les pays de l'OCDE travaillent couramment 50 heures ou plus chaque semaine. Les hommes sont deux fois plus susceptibles de travailler plus d'heures que les femmes. Néanmoins, ces chiffres excluent le temps passé dans un travail non rémunéré, dont une partie disproportionnée concerne les femmes (voir plus bas). Des recherches suggèrent également que ces chiffres originaux ne tiennent pas adéquatement compte du temps passé à vérifier ses emails et à envoyer des textos une fois la journée de travail terminée, ni des heures supplémentaires non signalées (en plus des réseaux sociaux et des smartphones, les travailleurs sont sous pression pour fournir des efforts supplémentaires).⁶⁴

Tant les horaires longs que les horaires courts dans un emploi marginal à temps partiel ont des effets dévastateurs sur la santé humaine, le bien-être et l'environnement. De nombreuses études ont confirmé les effets négatifs à long terme, tels que les niveaux élevés de stress, la fatigue, et l'augmentation d'habitudes malsaines, y compris le tabagisme, l'abus d'alcool et une mauvaise alimentation. Les effets à long terme incluent des risques plus élevés de développer des maladies cardiovasculaires et musculaires, des infections chroniques et des maladies mentales.⁶⁵ Le surmenage, la fatigue et le stress augmentent également le risque d'accidents et de blessures professionnels.⁶⁶

Cela a abouti à une situation où quasi un employé sur trois dans les pays de l'OCDE fait l'expérience du stress au travail, des situations où les demandes de travail dépassent les capacités des travailleurs.⁶⁷ Chacun·e d'entre nous connaît probablement au moins un·e ami·e ou collègue qui a souffert de maladies mentales liées au travail comme un burnout. En Suède, pays connu pour la flexibilité de ses conditions de travail et ses politiques impressionnantes en matière de congé parental et de gardes d'enfants subsidiées, le nombre de personnes diagnostiquées avec des maladies chroniques liées au stress est monté en flèche, de 144%, depuis 2013. En fait, cette catégorie de maladie était la raison la plus commune invoquée par les Suédois·e-s pour être absent·e-s au travail en 2018.⁶⁸

De longues heures de travail ont un impact considérable sur le temps qui nous reste pour améliorer notre bien-être et pour ce qui compte pour nous - la famille, les amis, les passions et les activités qui n'engendrent aucun rendement économique mais qui sont essentielles pour notre satisfaction de vie. L'impact du COVID-19 et des confinements sur les heures de travail et la sécurité de l'emploi qu'ont vécu de nombreux Européen·ne·s va certainement exacerber ces effets négatifs.⁶⁹

63. OECD, 2020b

64. Savage, 2019

65. ILO, 2018

66. Johnson & Lipscomb, 2006

67. OECD, 2020c

68. Savage, 2019

69. Eurofound, 2020b

2.5 Effets sur des emplois intéressants

Le cercle vicieux sans fin opère uniquement une distinction entre des emplois productifs et non productifs. L'utilité ou la signification sociale de l'emploi pour le travailleur ou la communauté est jugée non pertinente. L'économie de marché ne fournit des incitations qu'à ces activités qui génèrent une augmentation de la production ou de la vente de biens et services rentables. En revanche, il existe un large montant de travail important essentiel pour nos économies qui ne produit pas nécessairement des produits vendables. Toutefois, étant donné qu'il ne contribue pas à la croissance du PIB, aucune incitation n'est prévue dans le système actuel pour promouvoir ces activités. Cela entrave donc la création d'un travail intéressant et d'emplois motivants.

D'une part, nous observons la création de nombreux emplois qui ont un objectif discutable. L'anthropologue David Graeber a utilisé les termes de "bullshit jobs" ou "emplois à la con" dans son livre éponyme. Il a observé que de plus en plus de gens s'interrogent sur l'utilité de leurs emplois. Un sondage yougov au Royaume-Uni a ainsi découvert que 37% pensent qu'ils ont un emploi qui est complètement inutile.⁷⁰ D'après Graeber, un job à la con est "une forme de travail rémunéré qui est tellement complètement inutile, superflu ou pernicieux que même l'employé ne parvient pas à justifier son existence, même si, dans le contexte des conditions de travail, l'employé se sent obligé de prétendre que cela n'est pas le cas."⁷¹ On trouve ce type d'emplois à la fois dans les

secteurs des services et de l'administration, comme dans la création de toutes nouvelles industries, y compris les nouveaux services financiers ou le télémarketing et celles qui sont nécessaires pour pérenniser les autres puisque nous n'avons tout simplement pas le temps de le faire nous-mêmes, notamment un lave-chien ou la livraison de pizzas toute la nuit. Un autre aspect qui n'est pas reflété dans les statistiques sur le chômage, c'est le fait que de plus en plus d'emplois sous-utilisent⁷² les compétences des travailleurs.⁷³

D'autre part, des emplois sont restreints, ces emplois qui enregistrent naturellement une croissance plus faible de la productivité mais qui sont importants à la fois pour la société et les travailleurs. La pandémie de COVID-19 a fait la lumière sur certains des emplois qui sont pertinents pour le fonctionnement de notre système en mode urgence: les professionnels de la santé, les agriculteurs, les travailleurs de supermarchés et le personnel soignant, pour n'en citer que quelques-uns. Bien qu'ils aient été les héros du confinement, ils n'ont pour la plupart pas été reconnus financièrement. En outre, notre système largement dépendant de l'emploi marchandisé ne reconnaît généralement pas les activités de soins et reproductrices qui sont souvent sous-payées mais essentielles pour le fonctionnement de l'économie et de la société.⁷⁴ Les activités de soins et reproductrices comprennent les soins des enfants et des personnes âgées, le ménage et le métier de sage-femme.

70. Dahlgreen, 2015

71. Graeber, 2013

72. Sous-utilisation: situation dans laquelle un individu n'est pas capable d'utiliser pleinement ses compétences dans son emploi actuel (Cedefop, 2015).

73. Cedefop, 2015

74. Nos économies sont pour ainsi dire séparées dans une sphère productive qui inclut tous les biens et services du marché, et dans une sphère reproductrice, les activités de soin non monétisées, non rémunérées et méconnues (largement invisibles pour l'économie). Vu que les femmes ont historiquement été responsables de l'économie reproductrice ou de l'entretien, les impacts de cette séparation sont toujours présents aujourd'hui.

Il existe beaucoup d'autres types de travail et des secteurs entiers qui sont extrêmement importants pour la société et intéressants pour les individus, qui ne peuvent être monétisés ou qui perdent tout simplement leur raison d'être s'ils sont réalisés par pur profit. La profession médicale en est un parfait exemple, tout comme les organisations sans but lucratif qui sont à présent connues comme le troisième secteur. Les bénéfices de certains emplois et professions sont quasiment totalement impalpables - ils donnent du sens à notre vie, nous relient les uns aux autres, nous aident à voir le monde sous un jour nouveau, égayent nos journées d'une touche musicale, nous


donnent un but ou multiplient simplement la somme du bonheur humain. Un parfait exemple à ce propos est le secteur de la culture et du divertissement. Alors que l'heureuse élite d'artistes et d'acteurs employés au sommet de l'échelle plus commerciale et populaire peuvent accumuler des fortunes colossales, la vaste majorité des personnes qui travaillent dans la culture vivent au jour le jour, animés par la passion de ce qu'ils font. La situation s'est considérablement aggravée pendant la pandémie de COVID-19; le secteur culturel menaçant de s'effondrer dans de nombreux pays.

Conclusions de la section II

L'argument orthodoxe est qu'aussi longtemps que le tapis roulant est en marche, que nous créons des technologies chaque fois plus productives, de plus en plus de rendement, et de plus en plus d'emplois, il n'y a pas de quoi s'inquiéter. Tout le monde sera gagnant. Cette section a démontré que la plupart d'entre nous sommes perdants de l'une ou l'autre façon dans le système actuel, alors que l'environnement, nos jeunes générations et les générations futures ont probablement été les plus grands perdants.



Le tapis roulant s'enraye



Le cercle vicieux repose sur la conviction que la croissance de la productivité du travail et du rendement économique peut se poursuivre indéfiniment. Nous nous sommes fait à l'idée que la croissance économique est une chose normale, désirable et nécessaire. Cette vision du monde est soutenue par la théorie économique orthodoxe qui ne tient pas compte du fonctionnement des écosystèmes. Mais c'est tout à fait illogique. Comme l'a dit un jour l'économiste anglo-américain Kenneth: "Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou soit un économiste.»

Aujourd'hui, la plupart des chercheurs conviennent que l'expansion économique de l'économie réelle a ses limites. La question n'est donc pas de savoir si la croissance touchera à sa fin mais bien quand. Nous pensons que l'UE et d'autres économies industrialisées ont atteint l'économie de pointe. Cependant, nous ne considérons pas cela comme une raison de désespoir mais comme une opportunité de nouveau paradigme.

Il existe plusieurs raisons qui expliquent pourquoi les taux de croissance du PIB en Europe risquent de chuter. Elles comprennent des raisons générales liées à la nature de la croissance en soi et au cycle de la dette; à la théorie de l'offre selon laquelle nos économies ont maximisé ou quasi maximisé l'exploitation de tous les intrants disponibles ou de la capacité de production; aux limites biophysiques de la croissance et à la prévalence grandissante des crises suite à la croissance; et des explications liées à la demande argumentant que les marchés sont de plus en plus saturés et que l'inégalité est aussi un frein à une éventuelle croissance. Le tapis roulant arrive doucement au point mort. Il reste crucial de garder à l'esprit que ce que nous appelons habituellement des obstacles à la croissance sont en fait des opportunités de transformation pour traiter les effets négatifs étudiés dans la section précédente et que nous développons dans la Section IV.

3.1 Arguments généraux

Pour comprendre pourquoi la croissance est de plus en plus difficile à obtenir, il faut comprendre la fonction exponentielle. D'après le Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale doit croître d'environ 3% chaque année simplement pour continuer à faire rouler le tapis. Étendre l'activité économique de 3% équivaut à ajouter, chaque année, plus de la totalité de l'économie mondiale de 1970 - tous les biens et les services produits et consommés mondialement- à notre économie actuelle.⁷⁵ Il est essentiel de comprendre le concept de croissance composée pour comprendre pourquoi il est de plus en plus difficile d'obtenir des taux de croissance élevés. Si 3% est notre taux annuel de croissance souhaité, nous devons augmenter la taille de notre économie de 800% sur une période de 70 ans.⁷⁶

Un autre frein à la croissance économique est son produit dérivé; la dette en hausse constante. Une analyse documentaire sur le sujet conclut que toutes les études sauf deux observent que des taux élevés de dette publique nuisent à la croissance économique.⁷⁷ Des mesures anticycliques de politiques fiscales pour réduire le poids de la dette empêchent à leur tour les gouvernements d'augmenter les dépenses publiques pour créer la croissance en produisant un cercle vicieux. C'est essentiellement la situation que l'économie mondiale a connue ces quelques dernières années. Dans la zone euro, le ratio de la dette publique par rapport au PIB est supérieur à 80% depuis 2009.⁷⁸ La dette privée est un autre frein à la croissance, en limitant la demande du consommateur qui dépense son argent au remboursement de ses dettes, alors qu'il aurait pu le dépenser dans des biens

de consommation. En fait, ces 20 dernières années, l'accumulation de la dette privée est en hausse dans de nombreux pays de l'UE.⁷⁹ Bien que les économistes orthodoxes affirment que ce sont les cycles expansion-récession naturels de l'économie, d'autres croient que mis à part un petit rebond temporaire, nous ne retournerons pas à la croissance après la récession.

Alors que la croissance de la productivité a été principalement positive, les salaires réels ont stagné voire même chuté ces dernières années

75. D'après les données de la Banque mondiale, le PIB mondial était de 2,96 trillions \$ en 1970. En 2019 il était de 80,7 trillions \$. Un taux de croissance actuel de 3% équivaut donc à un ajout de 2,42 trillions \$ (Banque mondiale, 2020b)

76. Le temps de doublement peut être calculé au moyen de cette formule : $70 / (\text{taux de croissance})$. Avec un taux de croissance de 3%, il faut en gros 23 ans à l'économie pour doubler sa taille. Dans 23 années supplémentaires, l'économie double à nouveau, ce qui signifie qu'après 46 ans l'économie fait 4 fois sa taille initiale. Après 23 années supplémentaires, ou près de 70 ans au total, la taille de l'économie a augmenté d'un facteur de 8.

77. Salmon & de Rugy, 2020

78. Eurostat, 2020

79. Mika & Zumer, 2017

3.2 Arguments associés à l'offre

A côté de ces arguments généraux, la théorie économique relative à l'offre pose de sérieuses questions sur la croissance économique et suggère que la croissance du PIB a atteint son point culminant parce que l'économie a déjà maximisé l'exploitation de tous les intrants disponibles ou de la capacité de production. Ces intrants sont le travail (la population), la technologie, et le capital.

Dans l'économie néoclassique, les facteurs déterminant la croissance potentielle sont la croissance de la population et les avancées technologiques. La croissance de la population a ralenti en Europe ces dernières décennies. Alors que le taux global de croissance en 1960 était de 8,1%, il a atteint 2% en 2019, notamment uniquement en raison de l'augmentation de la migration car le taux de croissance naturel était négatif, à -1,1%.⁸⁰ En outre, dans les économies les plus avancées, la structure démographique d'une population vieillissante a donné lieu à une augmentation du ratio des personnes qui ne travaillent pas vis-à-vis de celles qui travaillent, avec pour effet supplémentaire d'exacerber les défis sociétaux tels que la durabilité des systèmes de pension et des soins de santé.⁸¹ Comme observé dans le rapport de la Commission européenne sur le vieillissement, tant la population en âge de travailler que le nombre de personnes employées ont chuté plus rapidement depuis la crise de 2008. Il est prévu que le vieillissement de la population s'accélère encore rapidement à partir de 2025.⁸² Une population active donne des taux potentiels de croissance économique inférieurs.

Il n'existe pas seulement une limite au nombre de personnes en âge de travailler, il existe aussi une limite à leur capacité d'être plus intelligentes, plus rapides et plus efficaces dans le travail qu'elles accomplissent, les pierres angulaires de la productivité du travail. La plupart des économistes considèrent la productivité du travail comme la source la plus importante de croissance économique à long terme (voir Section I). Malgré l'augmentation de nouvelles technologies, on a observé un déclin relatif de la croissance de la productivité du travail. La croissance de la productivité du travail dans la zone euro a été relativement basse pendant longtemps, même avant le récent ralentissement mondial. Sur la période 2008-16, la croissance annuelle dans la zone euro de la productivité du travail par personne employée a baissé d'environ 0.5% en moyenne (basé sur une moyenne mobile de trois ans), à partir d'une moyenne d'environ 1,1% au cours de la décennie allant vers 2007.⁸³ Les raisons sont vastes, mais principalement structurelles et irréversibles en nature, comme le passage de la fabrication à des services qui ont moins de potentiel pour des améliorations de la productivité.

Les arguments associés à l'offre qui sont avancés pour expliquer la stagnation soulignent l'importance d'une croissance potentielle réduite influencée par ces deux facteurs. En chiffres, la croissance potentielle dans la zone euro a diminué substantiellement d'une moyenne annuelle de 2% dans la décennie avant 2008 à approximativement 0,5% entre 2009 et 2014.⁸⁴ Bien que l'on ait observé une légère hausse de la croissance potentielle, le potentiel de la croissance à long terme pour la zone euro devrait varier entre 0,21 et 0,28% jusqu'à 2060.^{85 86}

80. Eurostats, 2020f

81. YFJ, 2018

82. Eurostats, 2019

83. ECB, 2017

84. Gordon, 2015

85. 2024-2033: 0.21%, 2034-2043: 0.25%, 2044-2053: 0.26%, 2054-2060: 0.28%

86. McQuinn & Whelan, 2016

Dit simplement, la croissance économique requiert la conversion du capital naturel en produits et des relations humaines en services, mais il ne reste presque plus rien à convertir

Enfin, bien que l'économie néoclassique ignore le capital naturel et le capital social comme des facteurs d'entrée, leur épuisement constitue peut-être la principale raison de la fin de la croissance dans une perspective de l'offre. En bref, la croissance économique requiert l'expansion du domaine monétaire vers un nouveau territoire et la conversion du capital naturel en produits et des relations humaines en services, mais il ne reste presque plus rien à convertir. Aujourd'hui, l'impasse dans notre capacité à convertir la nature en commodités et les relations en services n'est pas temporaire car nous sommes face ou avons fait face à des pics de production non seulement dans le pétrole, mais également dans la nature, l'eau, etc.

Vu la marchandisation croissante de la société, il y a de moins en moins de choses que nous faisons les uns pour les autres que nous ne payons pas déjà. Nous intégrons en fait la phase du capitalisme de surveillance, où nous devenons la ressource en train d'être extraite. Il s'agit d'une conséquence du fait que "avec si peu de choses pouvant encore être exploitées, le dernier territoire vierge était l'expérience humaine privée."⁸⁷ Les données personnelles sont exploitées non seulement pour prévenir notre avenir mais également pour l'influencer ou le modifier. En d'autres termes, nous atteignons un "pic général".⁸⁸

87. Kavenna, 2019

88. Terme emprunté de <https://richardheinberg.com/bookshelf/peak-everything>

89. Parrique et al., 2019

90. Pour l'extraction d'une ressource, les options moins chères sont généralement utilisées en premier lieu, l'extraction des stocks restants devenant ensuite un processus plus intense au niveau des ressources et de l'énergie aboutissant à une augmentation de la dégradation totale de l'environnement par unité de ressource extraite (Parrique et al., 2019).

91. L'effet de rebond décrit l'observation selon laquelle les gains en efficacité obtenus en économisant l'énergie sont compensés par une utilisation ou une consommation accrues avec l'argent économisé. Un exemple d'effet de rebond est la façon dont les améliorations du rendement énergétique du carburant dans les voitures particulières ont rendu la conduite moins onéreuse, ayant pour conséquence que les usagers roulent plus ou achètent d'autres produits avec l'argent économisé (Parrique et al., 2019).

92. Parrique et al., 2019

93. EEA, 2019

94. FAO, 2018

95. Ricke & Caldeira, 2014

96. Poursuivre la croissance de la productivité signifie poursuivre l'expansion continue de la production. Toute production nécessite de l'énergie. Ainsi, poursuivre une croissance infinie de la productivité signifie une utilisation infinie de l'énergie.

97. D'Alessandro et al., 2018

3.3 Arguments liés au système terrestre

Les conséquences de l'expansion du domaine monétaire sont que nous vivons de plus en plus au-delà des limites du système terrestre. La quête de croissance économique exige l'expansion continue des biens et des services. Tout cela requiert de l'énergie et l'utilisation de matières premières, ce qui rend la décarbonisation de l'économie très difficile. Une augmentation du PIB va normalement de pair avec une augmentation de la pollution, des émissions de gaz à effet de serre, la perte de biodiversité et tous les autres effets négatifs sur nos systèmes de survie.

Bien que certains aient affirmé qu'il était possible de faire croître l'économie sans nuire à la nature, cette allégation, également connue sous "croissance verte", a été démythifiée et est considérée comme objectif politique inapproprié. Il n'existe aucune preuve empirique étayant l'existence d'un découplage absolu, permanent, global, substantiel et suffisamment rapide de la croissance économique des pressions environnementales. Dans la plupart des cas, le découplage est relatif ou faible. Par exemple, la réduction des émissions de CO₂ peut se produire localement et périodiquement, mais pas assez rapidement pour compenser les augmentations mondiales et les émissions exportées. D'après un rapport de l'Agence européenne de l'Environnement (AEE), une réduction absolue des émissions de gaz carbonique de 22% a été enregistrée entre 1990 et 2016, mais il faudrait que cette réduction soit multipliée par 5 pour aboutir à un objectif d'atténuation de -95% pour 2050.⁸⁹

Plusieurs raisons expliquent pourquoi il est extrêmement peu probable qu'un découplage se produise à l'avenir. Parmi celles-ci: l'augmentation des dépenses en énergies⁹⁰, des effets de rebond⁹¹ et le potentiel limité du recyclage de grandes proportions de nos déchets.⁹² Cette observation a été affirmée par certaines des institutions de l'UE. Ainsi, l'AEE a récemment conclu que "l'Europe ne concrétisera pas sa vision de "vivre bien, dans les limites de notre planète" simplement en promouvant la croissance économique et en cherchant à gérer les effets secondaires néfastes au moyen

d'instruments environnementaux et de politiques sociales."⁹³

Bien qu'il est évident qu'il ne puisse y avoir de croissance sur une planète morte, l'effet à moyen terme de la dégradation de l'environnement est la prévalence grandissante de crises ayant un impact sur notre économie, notre écologie et nos écosystèmes mondiaux. La crise du COVID-19 n'est que la plus récente d'une série de crises associées à l'environnement ces dernières décennies. L'urgence climatique a déjà un coût économique très élevé. Dans la période de 2003 à 2013, les catastrophes naturelles ont coûté 1,5 trillion USD de dégâts économiques dans le monde. Il est à présent estimé que les pertes économiques moyennes annuelles dues à des catastrophes naturelles ont atteint 250-300 milliards USD suite à la perte d'investissements et aux réductions de la consommation et de l'emploi.⁹⁴

La croissance de ces coûts est déjà immobilisée pour au moins la prochaine décennie pour une raison très simple et souvent négligée. Entre les émissions de CO₂ et la réaction maximale de réchauffement il y a un laps de temps de dix ans.⁹⁵ Vu l'augmentation des émissions de CO₂ ces dix dernières années, 2018 et 2019 étant deux autres années records sans précédent,⁹⁶ la situation devrait s'aggraver dans les dix prochaines années. Ajoutez à cela les effets boomerang qui renforceront le réchauffement climatique même si l'humanité ne fait rien, et il apparaîtra bientôt évident que c'est un tsunami qui ne fera que s'amplifier dans les décennies à venir. En outre, une simulation de modélisation commanditée par des membres du Parlement (MPE) du groupe Verts/ALE a découvert qu'une voie post-croissance est le seul scénario pour atteindre les réductions de 80% des gaz à effet de serre à l'horizon 2050, qui est l'ambition d'émissions nettes inférieures à zéro du Pacte vert pour l'Europe.⁹⁷

3.4 Arguments associés à la demande

Les perspectives orthodoxes sur l'économie axée sur la demande prétendent que la stagnation émane d'économies excessives et d'investissements réduits qui poussent le taux d'intérêt réel vers le bas, donnant donc lieu à une situation de faible demande et de faible croissance. C'est précisément la situation que la zone euro, comme la plupart des pays occidentaux, a connue ces dernières années, avec des taux d'intérêts proches de zéro.

Ce qui fait défaut dans cette analyse est la façon dont l'élargissement des inégalités causées par notre système économique contribue également à une absence de demande. L'économiste français Thomas Piketty a démontré empiriquement que les rendements des capitaux ont été stables à environ 5% par an et donc considérablement supérieurs aux augmentations des salaires et de la production. Cela signifie que l'écart entre la richesse et les revenus de ceux qui détiennent un capital et de ceux qui ne détiennent que leur travail s'est agrandi.

Les inégalités atténuent également la croissance. Un dollar donné à un pauvre se multiplie plus rapidement, observe Keynes, qu'un dollar donné à un riche. La raison est que les gens moins riches sont plus susceptibles de dépenser de plus grandes parties de leurs revenus pour satisfaire leurs besoins, tandis que les riches sont plus enclins à économiser un plus grand pourcentage de leurs richesses, ce qui affecte négativement la demande et donc la croissance économique. Après avoir été testé par l'OCDE, cela s'est avéré exact pour ses pays membres.⁹⁸

La perspective hétérodoxe axée sur la demande rejette l'idée que la demande naturelle ne peut jamais être saturée, qu'elle est infiniment élastique (vers le haut) et que la stagnation est principalement causée par des économies excessives et une réduction des investissements. En fait, c'est l'offre infinie de nouveaux marchés, de nouveaux besoins, et de nouveaux désirs qui est une chimère. La surproduction est le principal problème de cette perspective car il devient de plus en plus difficile d'inventer de nouveaux besoins pouvant être satisfaits par de nouveaux produits et services dans des marchés de plus en plus saturés.⁹⁹

**L'offre infinie
de nouveaux
marchés, de
nouveaux besoins
et de nouveaux
désirs est une
chimère**

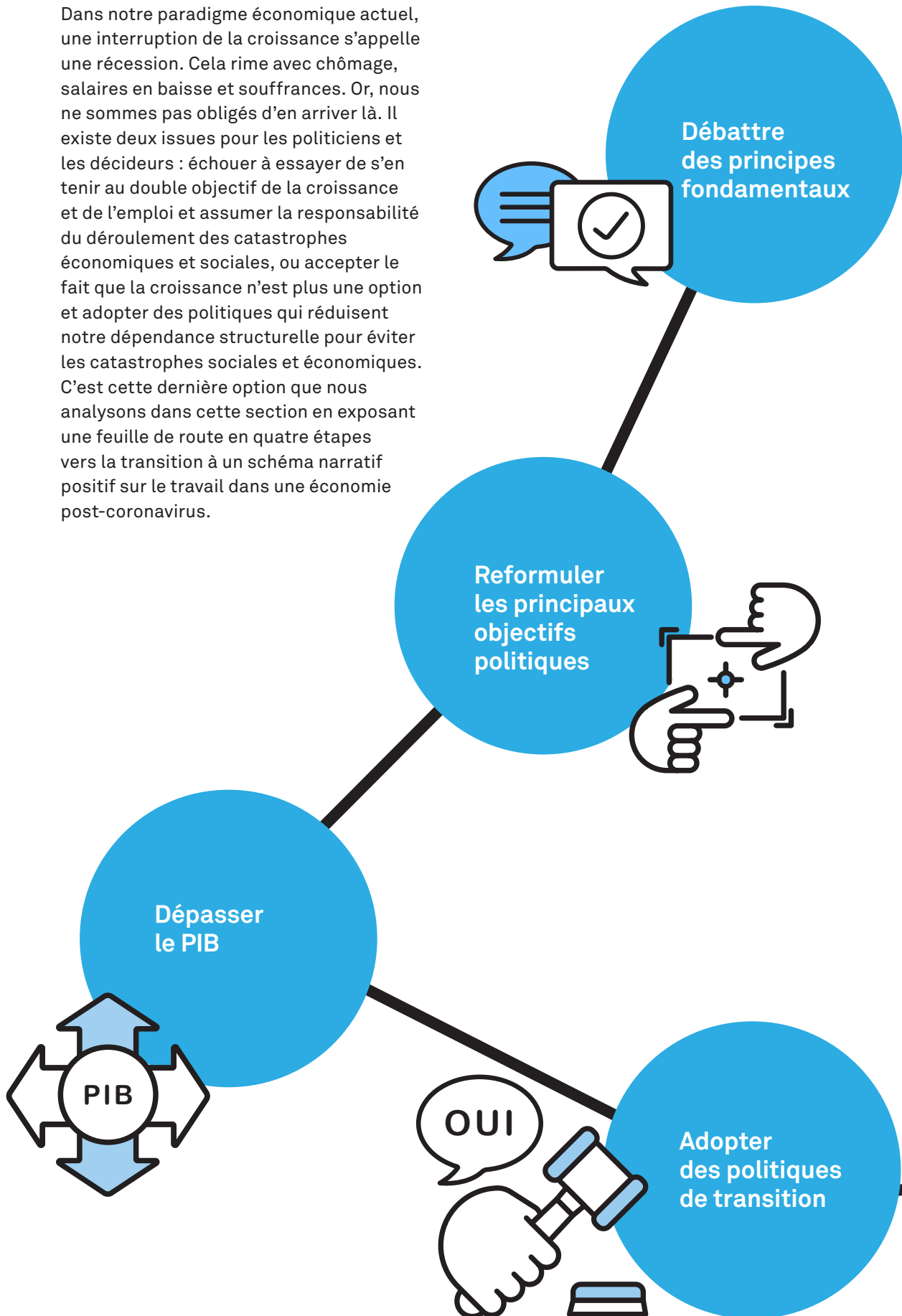
98. OECD, 2014

99. Cet argument est notamment exposé dans "Sacred economics" de Charles Eisenstein



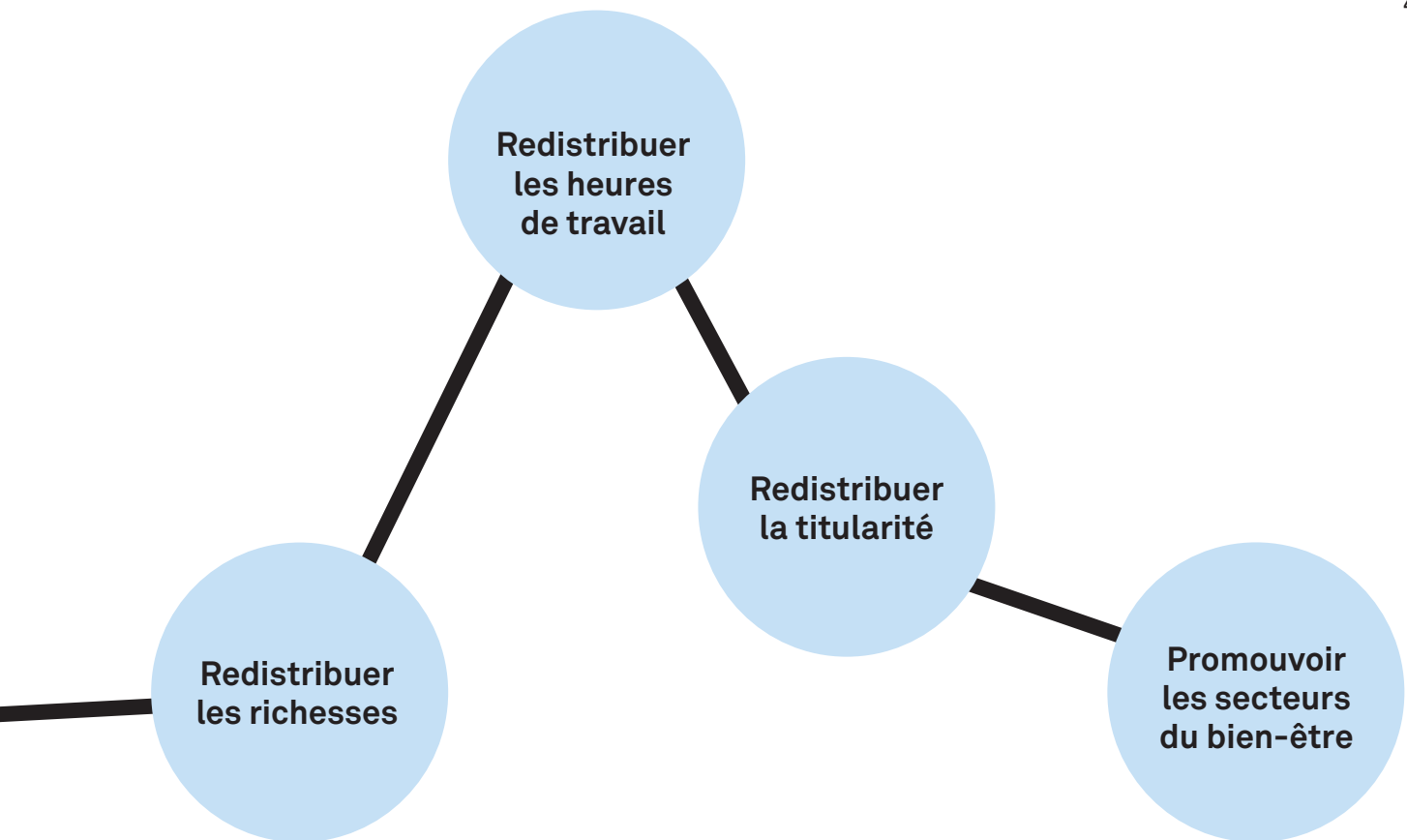
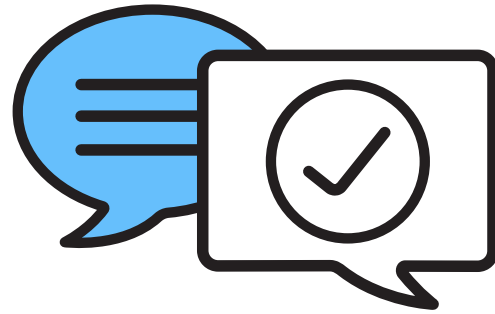
**Échapper
au cercle
vicieux sans
fin : un nouvel
agenda
politique
pour une
Europe post-
coronavirus**

Dans notre paradigme économique actuel, une interruption de la croissance s'appelle une récession. Cela rime avec chômage, salaires en baisse et souffrances. Or, nous ne sommes pas obligés d'en arriver là. Il existe deux issues pour les politiciens et les décideurs : échouer à essayer de s'en tenir au double objectif de la croissance et de l'emploi et assumer la responsabilité du déroulement des catastrophes économiques et sociales, ou accepter le fait que la croissance n'est plus une option et adopter des politiques qui réduisent notre dépendance structurelle pour éviter les catastrophes sociales et économiques. C'est cette dernière option que nous analysons dans cette section en exposant une feuille de route en quatre étapes vers la transition à un schéma narratif positif sur le travail dans une économie post-coronavirus.

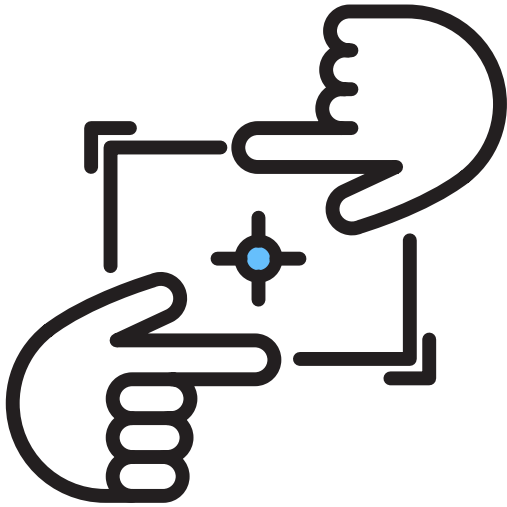


4.1 Débattre des principes fondamentaux

Si nous ne cernons pas clairement le problème, nos réponses manquent la cible. Si nous posons un mauvais diagnostic, nous prescrivons le mauvais traitement. Nous devons nous libérer des raisonnements et des succès du passé parce que le paradigme actuel ne se prête pas à des comparaisons valables. Nous devons déclencher un débat public qui ne fluctue pas simplement autour des fréquences habituelles approuvées au préalable, mais interroge les fondements mêmes de notre expression narrative obsolète sur la croissance et l'emploi au moyen d'un processus ascendant, qui inclut les décideurs, les représentants de la société civile, les syndicalistes et les activistes pour construire une nouvelle expression narrative sur l'objectif de notre économie. Cet exercice doit être centré sur la mission de reformuler les objectifs de notre système



4.2 Reformuler les principaux objectifs politiques



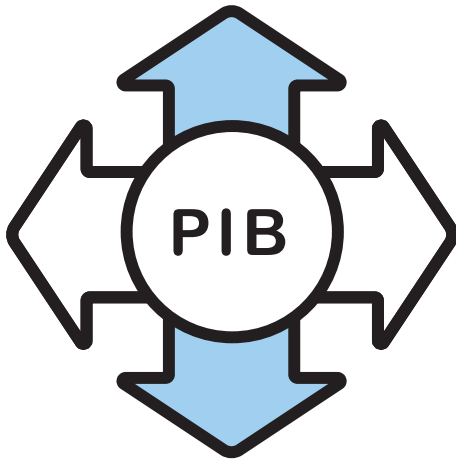
Au cœur de cette reformulation doit résider la priorisation d'objectifs plus vastes tels que notre bien-être collectif. Cela n'est en rien une nouvelle idée; elle est ancrée dans les traités et les déclarations qui constituent les fondements de nos institutions actuelles. Par exemple, l'article 3.1 du Traité de l'Union européenne stipule que "L'Union européenne a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples."

La poursuite de la croissance économique n'a jamais été conçue comme un objectif en soi et pour soi mais comme un moyen d'améliorer le bien-être humain. Si l'orthodoxie actuelle ne sert plus le bien collectif de la majorité, cela signifie qu'elle ne répond plus à ses objectifs. Nos politiques doivent être réorientées vers ce qu'une économie doit fournir : un travail socialement et environnementalement durable, la santé et le bien-être, l'équité, la distribution équitable des richesses, et la protection de l'environnement. Cela ne peut se faire que si nous réduisons notre production et notre consommation, en particulier leurs formes les plus nuisibles et inutiles. Il va de soi qu'il faut tendre vers une réduction absolue de l'extraction des matières de la société et de la production de déchets. Mais cela ne se fera pas de manière généralisée. Des secteurs socialement vitaux seront autorisés à croître.

Plutôt que de maximiser la richesse et de créer "des emplois", une économie post-coronavirus s'évertue à sauvegarder le bien-être de tout le monde, surtout de ces travailleurs et chômeurs qui ont été le plus durement touchés par le système actuel. Le nouveau système visera à renforcer et à protéger les droits des travailleurs, la sécurité de l'emploi et les revenus. Il promeut la création d'emplois qui sont essentiels pour le fonctionnement et le bien-être de nos sociétés, le bien-être des populations et la nature. Ses politiques en matière d'emploi promouvront l'égalité et éradiqueront toutes les formes de discrimination (genre, sexe, classe, âge, etc.).

Il existe un autre moyen qui semble diamétralement opposé à l'approche actuelle du "travail à tout prix". Le Parti écologiste du Royaume-Uni a proposé de faire des loisirs le premier objectif politique pour permettre aux gens "d'avoir le temps d'avoir une vie de famille, de se détendre et de faire les choses qui leur tiennent à cœur".¹⁰⁰ Cela ressemble davantage à ce que Keynes avait à l'esprit il y a près d'un siècle.

4.3 Dépasser le PIB



Nous devons commencer à concevoir le travail et la croissance du PIB comme étant simplement des moyens d'atteindre un objectif, cet objectif étant le bien-être humain. Il nous faut également reconnaître les sérieuses limitations du PIB comme mesure de la prospérité et du bien-être. L'OCDE reconnaît d'ailleurs que le PIB "mesure les revenus, mais pas l'égalité, il mesure la croissance, mais pas la destruction, et il ignore les valeurs comme la cohésion sociale et l'environnement".¹⁰¹

Pour être en mesure de répondre à ces objectifs sociaux et environnementaux plus larges, nous devons trouver des moyens efficaces et précis de les évaluer. Nous avons besoin d'indicateurs holistiques qui mesurent les progrès vers la santé et le bien-être écologiques et humains.

Ils comprennent des indicateurs sociaux comme les conditions de logement, la qualité de l'emploi, les revenus et l'égalité des genres, et la qualité des facteurs de vie comme la santé, les connaissances et compétences, et des indicateurs subjectifs de bien-être comme la satisfaction et le bonheur. La responsabilisation, l'engagement et la participation à des processus démocratiques sont des indicateurs importants pour le bien-être social également.¹⁰² Les facteurs environnementaux sont horizontaux et affectent la plupart des autres domaines de base tels que la santé, l'eau, la nourriture. Les mesures environnementales incluent les empreintes écologiques, environnementales et climatiques, ainsi que l'état de la nature et de la biodiversité.¹⁰³

Bien qu'il faudrait un rapport en soi pour évaluer les mérites des différents indicateurs alternatifs qui existent déjà, quatre choses doivent être soulignées ici. D'abord, ces indicateurs peuvent varier d'une région à l'autre et doivent tenir compte des circonstances et de la culture locales. Ensuite, de nouveaux indicateurs doivent remplacer et non pas simplement compléter les objectifs actuels de la croissance du PIB et de l'emploi de sorte à ce qu'ils ne soient pas de simples mesures ad-hoc pour l'élaboration de politiques sociales et environnementales. Troisièmement, quels que soient les indicateurs qui remplaceront le PIB, notre empreinte environnementale devra diminuer jusqu'à ce que nous n'ayons plus une Journée de Surconsommation de la Terre.¹⁰⁴ Enfin, des indicateurs doivent être trouvés au moyen d'une co-création, de larges consultations du public pour augmenter leur efficacité, participation et acceptation sociale.

101. L'Observateur de l'OCDE, 2005

102. OECD, 2020c

103. EEB, 2019

104. Global Footprint Network, 2020

4.4 Adopter des politiques de transition



La récession et le chômage ne sont catégoriquement mauvais que si la croissance et l'emploi sont catégoriquement bons. Historiquement, une contraction économique ou une contraction de la croissance ont signifié la misère humaine : polarisation économique, affûtant la fracture entre les riches et les pauvres. Mais il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Ce qui suit pave la voie à quatre directions possibles pour des politiques de transition qui diminuent notre dépendance structurelle vis-à-vis de la croissance et de l'emploi. Pour chaque idée proposée, nous exposons à la fois la justification économique (pourquoi la proposition politique peut garantir le fonctionnement et la stabilité de notre système économique) et la justification morale (pourquoi la proposition politique a des effets socialement désirables). Nous fournissons également des études de cas pour illustrer comment ces propositions ont été mises en œuvre dans certains contextes nationaux.

4.4.1 Redistribuer les richesses : le revenu de base universel

Un ingrédient important de la transition consiste à découpler le travail des moyens d'existence. Pour contrer les effets du cercle vicieux sans fin, il faut une sorte de redistribution des richesses. Il existe de nombreuses façons de les redistribuer. Des limitations des salaires et des revenus (salaires minimums et maximums)

ainsi que des impôts plus élevés sur la fortune (impôt de solidarité, impôts fonciers, droits de succession), sur le capital numérique (comme la taxe sur l'automatisation)¹⁰⁵, sur les pratiques de consommation et de production non durables (taxes carbone) pourraient également contribuer au financement de réformes de l'assistance sociale. L'annulation de la dette est un autre moyen de redistribuer les richesses en supposant que les débiteurs soient pauvres, et les créditeurs riches, à l'exception de ces débiteurs qui sont effectivement riches.

L'une des façons les plus radicales de redistribuer les richesses et dissocier le travail des moyens d'existence est le "revenu de base universel" ou un "dividende social" (à la suite le RBU se rapportera à ces deux idées de base). Un RBU est un programme gouvernemental dans lequel chaque citoyen reçoit un montant d'argent fixe à fréquence régulière. Le montant doit être suffisant pour couvrir les besoins fondamentaux et s'appliquer de façon universelle à tous les citoyens d'un territoire donné. Il libère le travail de la pression de la nécessité, mais au-delà de cela, les individus peuvent choisir de participer à des activités génératrices de revenus.

Le raisonnement économique pour un RBU est de stabiliser l'économie et de réduire sa dépendance structurelle vis-à-vis de la croissance du PIB en donnant suffisamment à chacun pour subvenir à ses besoins fondamentaux. Cela devient rapidement une nécessité dans la nouvelle ère de la stagnation permanente et de l'obsolescence accrue de la main d'œuvre humaine. Comme expliqué dans la Section I, dans le système actuel, le chômage a des effets dévastateurs à la fois pour l'individu et pour la société parce qu'il signifie l'appauvrissement de l'individu et une baisse de la demande pour l'économie sans aucune forme de redistribution de la richesse. Un RBU est un moyen d'éviter des tendances déflationnistes et des concentrations extrêmes de richesses qui déstabilisent notre système.

Le raisonnement moral est axé sur le fait que la richesse rendue possible grâce à la technologie et à des inventions ne doit clairement pas bénéficier à une poignée d'individus qui prétendent qu'elle est leur propriété intellectuelle, mais qu'elle découle plutôt des inventions et progrès réalisés tout au long de l'histoire de l'humanité et qu'elle doit donc bénéficier à tout le monde.

Un RBU aurait également un effet positif sur plusieurs autres résultats souhaitables. D'abord, il réduirait les inégalités. Un RBU est une redistribution des richesses car vu que tout le monde reçoit la même somme, les riches paient proportionnellement plus d'impôts pour le financer. Bien qu'il y aura encore des pauvres et des riches, la pauvreté n'impliquera plus une anxiété extrême ni une menace pour l'existence des individus. Une réduction des inégalités engendre de nombreux effets positifs. Les sociétés où existent des inégalités plus élevées connaissent généralement une insécurité plus grande, et des niveaux de santé et de bonheur plus bas. De plus, elles sont moins résilientes et moins capables de gérer des difficultés comme le changement climatique. Des inégalités élevées occasionnent également une perte de confiance et de cohésion dans la société ainsi que davantage de conflits.¹⁰⁶

Deuxièmement, une réduction des inégalités peut engendrer des bénéfices environnementaux. Des chercheurs indiquent que la redistribution des richesses, notamment au moyen du RBU, peut entraîner la réduction de la consommation de ressources naturelles rares étant donné que la dégradation de l'environnement et l'inégalité des revenus sont étroitement liées.¹⁰⁷ Plus de sociétés inégales ont tendance à faire l'expérience de l'anxiété liée au statut social suite aux modes de consommation non durable des riches étant donné que le statut social, le bonheur et l'identité sont fréquemment liés à la surconsommation.¹⁰⁸

Troisièmement, un RBU pourrait contribuer à une provision de travail satisfaisante. Il pourrait par exemple améliorer le pouvoir de négociation des employés en réduisant leur dépendance vis-à-vis d'un travail salarié et permettre à plus d'individus de s'engager dans un travail socialement bénéfique qui n'engendre pas de rendement financier. Il peut également réduire les obligations de s'engager dans un emploi rémunéré (qui réduirait alors également l'incitation à la croissance-mania gouvernementale au nom de la création d'emplois), autonomiser les femmes en octroyant des indemnités aux individus et pas aux ménages, permettre de souscrire à des études et promouvoir l'autonomie individuelle.



Lorsque le travail rencontre sa fin en Finlande

L'expérience finlandaise du revenu de base a été lancée en 2017 et a duré deux ans. C'était la première expérience de RBU soutenue par un gouvernement national. Pendant cette période, plus de 2000 chômeurs de 25 à 58 ans ont été choisis au hasard et ont reçu une allocation mensuelle de 560 EUR sans obligation de chercher un travail ni sans réduction de leur allocation s'ils en acceptaient un. Les résultats montrent que les participants étaient plus heureux et affichaient un niveau plus élevé de bien-être mental, de confiance et de satisfaction de vie.¹⁰⁹ Alors que cela avait été mis en place pour observer si cela encourageait les gens à accepter des emplois faiblement rémunérés ou temporaires sans perdre leurs avantages sociaux, les effets sur l'emploi ont été plutôt faibles et différents en fonction du contexte social. Par exemple, les taux d'emploi se sont améliorés pour les familles avec enfants. Les participants eux-mêmes ont fait l'expérience d'un plus grand sens de l'autonomie et de plus de possibilités de participer à des activités volontaires et de soin.

106. Pickett & Wilkinson, 2010.

107. Wiedmann et al., 2020

108. Walasek & Brown, 2015

109. Kela, 2020

4.4.2 Redistribution des heures de travail : réduction du temps de travail

Un deuxième ingrédient pour la transition consiste à dissocier le travail de la semaine de travail des 40 heures. La réduction du temps de travail (ci-après la RTT) se réfère à une réduction convenue collectivement du temps passé à travailler. Il existe différentes conceptions de la façon dont cette RTT peut être mise en place. Par exemple, différents volumes de temps de travail (des vies, mois, semaines ou journées de travail plus courtes comme une semaine de travail de 21 heures ou une journée de travail de 6 heures, une vie de travail plus courte comme un départ anticipé à la retraite) ou différents niveaux (national, régional, sectoriel, au niveau de l'entreprise ou à un niveau individuel).

Il est bon de souligner que la RTT doit être un accord collectif, sans coupe dans le salaire et avec le recrutement de personnel compensatoire si nécessaire. Il ne faut pas la confondre avec des formes précaires et marginales d'emploi (cf. Section 2.2). En outre, des journées de travail plus courtes réduiraient la pression quotidienne sur les deux genres, ce qui pourrait amener les hommes à s'occuper davantage des tâches ménagères et des enfants. La RTT pourrait être financée par la réorientation des programmes de protection sociale, des coupes salariales (et salaires maximums) pour ceux qui gagnent beaucoup, ainsi que des contributions des employeurs, ou une combinaison de tout cela.^{110 111} Bien qu'il n'existe aucune solution unique pour la RTT, il est nécessaire d'en décider de façon collective et de commencer à tester et mettre en œuvre les réductions, par exemple en négociant des accords légalement contraignants spécifiques à tel ou tel secteur entre les employeurs et les syndicats.

Le raisonnement économique de la RTT est de partager le travail de façon plus égale dans la société et ainsi d'éviter la spirale d'une concentration rapide des richesses, la déflation, les banqueroutes, etc. Au lieu

d'être forcé de licencier des travailleurs suite à des augmentations de la productivité, la RTT offrirait une porte de sortie de ce cercle vicieux en abordant sa mauvaise distribution. Ainsi, un demi-million d'emplois pourraient être créés dans le secteur public à lui seul au Royaume-Uni si la semaine de quatre jours devenait la norme.¹¹² La RTT est une réponse directe pour stabiliser notre système économique face au fait que de moins en moins d'heures de travail sont nécessaires. Les personnes actuellement surchargées de travail seraient encouragées à travailler moins, ce qui leur laisserait plus de temps libre tout en libérant du travail pour le reste de la société.

Le raisonnement moral du système de RTT s'inspire de la libération du temps pour que les individus s'engagent dans des activités auto-déterminées, comme pour le RBU. D'abord, une réduction du temps de travail permet aux individus de s'adonner à des activités de loisirs et créatives, de redistribuer des activités de soins non rémunérées ou d'augmenter la participation politique, ce qui a des effets positifs sur la démocratie. Suite à la pandémie, de nombreuses entreprises au Royaume-Uni sont passées à la semaine de quatre jours, et les premiers résultats indiquent que tant les entreprises que la vaste majorité des individus sont favorables à ce que cela devienne la nouvelle normalité.

Deuxièmement, la RTT peut réduire les pressions environnementales en réduisant la production matérielle et en donnant plus de temps aux individus de faire des choix environnementaux durables. Concernant les implications écologiques, des preuves empiriques soutiennent les arguments théoriques selon lesquels une réduction du temps de travail pourrait réduire les impacts environnementaux. Par exemple, en analysant 29 pays de l'OCDE à revenus élevés, une étude a découvert qu'une diminution des heures de travail de 1% peut réduire les empreintes énergétiques, environnementales et carbone d'environ 1,2%.^{113 114} Une autre étude a associé une diminution des heures de travail de 1% à une diminution de 0,7 à 1,5% des émissions de gaz à effet de serre.¹¹⁵

110. Parrique, 2019
111. ETUI, 2017

112. Elliot, 2020
113. Knight, Rosa & Schor, 2013
114. Pour plus d'études, voir e.g. Pullinger, 2014
115. Nässén & Larsson, 2015

Troisièmement, il a également été observé qu'une RTT a des effets positifs sur la santé et le bien-être. En étudiant l'impact de la semaine française de 35 heures, Lepinteur (2016) a estimé une augmentation du bien-être équivalente à une augmentation de salaire de 20%.¹¹⁶ Dans une méta-analyse, il a été observé que de longues heures de travail sont associées à une mauvaise santé et à un stress chronique conduisant à des perturbations du sommeil, à des accidents du travail et à d'autres effets négatifs.¹¹⁷

Quatrièmement, une RTT a le potentiel d'aboutir à une société plus égalitaire. Le partage d'emploi ne doit pas uniquement redistribuer des emplois rémunérés disponibles mais également le travail actuellement réalisé sans rétribution économique comme le travail de soin qui incombe de manière disproportionnée aux femmes et à d'autres groupes vulnérables. Une RTT aboutirait par exemple à une meilleure redistribution du travail et cela permettrait aux femmes d'accéder à un emploi ou de relâcher la pression pour celles qui travaillent.



Économiser la journée à Gothenburg

La municipalité de Gothenburg en Suède a introduit la journée de travail de six heures dans la maison de retraite suédoise Svartedalén pendant une période de 24 mois. Environ 28 infirmières sont passées de journées de 8 heures à des journées de 6 heures, pour le même salaire, et 17 nouveaux employés ont été recrutés. Une évaluation finale à la fin du projet a révélé des améliorations considérables dans la santé du personnel, notamment des tensions artérielles plus basses et une réduction des jours de congé maladie. La qualité du service s'est également améliorée. Les infirmières avaient plus de temps à consacrer aux résidents, elles pouvaient les faire marcher, chanter et danser; ce qui a augmenté le nombre d'expériences positives chez les résidents. L'expérience a coûté environ 12,5 millions SEK mais les coûts ont baissé à environ 6,5 millions SEK lorsque les allocations de chômage, qui n'avaient pas été réclamées, ont été déduites.¹¹⁸

“Le tout n'est pas de rendre les choses moins chères et plus efficaces, mais de les rendre meilleures”, déclarait Daniel Bernmar qui est à la tête du groupe du parti de la gauche au conseil municipal de Gothenburg et l'instigateur de cette expérience.¹¹⁹

4.4.3 Redistribuer la titularité : la démocratie au travail

Un troisième ingrédient de cette transition consiste à dissocier le travail du concept de titularité et de ses formes standard d'organisation. La démocratie économique ou la démocratie au travail (ci-après DAT) est un concept qui vise à favoriser la voix des “travailleurs” et la supervision démocratique de leur travail, de leurs organisations (qu'elles soient publiques ou privées), et l'économie au sens large.¹²⁰ L'idée centrale est de déplacer le pouvoir décisionnel des directeurs et actionnaires des entreprises vers un groupe plus large de parties prenantes comprenant principalement les travailleurs mais également potentiellement les clients, les fournisseurs, les voisins et le public plus vaste.

Différentes formes de DAT existent mais elles ont toutes pour but d'augmenter le pouvoir et le contrôle des travailleurs sur les processus et les décisions, les conditions générales et l'environnement général de travail, ainsi que la mission, les objectifs et la direction opérationnelle de l'entreprise et l'économie elle-même.¹²¹ Des exemples comprennent des coopératives (telles que les coopératives agricoles, de logement ou d'énergie), des entreprises de travail autonome, ainsi que simplement une représentation plus importante des travailleurs dans les conseils d'administration et l'organisation, et une solide représentation syndicale.

116. Lepinteur, 2016

117. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6617405/>

118. ETUI, 2017

119. Crouch, 2015

120. De Spiegelaere et al., 2019

121. Ibid.

Le raisonnement économique de la DAT découle principalement de ses effets sur une société plus égalitaire et donc sur la stabilité économique. Par opposition au modèle actionnarial, les structures démocratiques ont tendance à décourager le comportement de prise de risques et à contribuer à des décisions économiquement saines dans le long terme, impactant la stabilité économique générale. Il a été démontré que les coopératives sont plus résilientes en périodes de crises financières.¹²²

Le raisonnement moral est principalement basé sur la valeur de la démocratie dans nos sociétés et ses effets positifs sur l'égalité, la stabilité sociale et la durabilité. La démocratie est un principe directeur de l'Union européenne et la montée récente du populisme de droite en Europe et les préoccupations suscitées à travers le monde à propos de la stabilité de notre démocratie politique, mais la démocratie économique s'est vu accorder beaucoup moins d'attention. Beaucoup d'employés se sentent aliénés au travail, et la plupart des entreprises sont dirigées par des conseils d'employeurs et de directeurs sélectionnés par les actionnaires. Elles prennent habituellement les décisions sur les directions stratégiques, sur ce qui est produit, sur la façon de produire, où produire, et les employés ont à peine leur mot à dire, voire pas du tout. Richard Wolff souligne le paradoxe, et il argumente que "si vous croyez réellement en la démocratie comme étant la façon de faire les choses, dans ce cas vous êtes dans une société où vous passez la plupart de votre temps, la plupart des heures de votre vie dans un espace anti-démocratique, non démocratique."¹²³

Deuxièmement, la DAT est un instrument pour réduire les inégalités. Il n'est pas très surprenant que les structures de coopératives aboutissent à des résultats bien plus égalitaires. Imaginez un instant que chacun d'entre vous au travail ait un mot à dire sur la structure de rémunération. Choisiriez-vous de payer votre

directeur 147 fois plus que vous ? (voir la Section 2.1). Dans la plupart des coopératives, le ratio de rémunération est de un à un, ou parfois un peu plus élevé. Par exemple, dans l'une des plus grandes coopératives du monde, la coopérative Mondragon (voir l'étude de cas encadrée) au Pays basque espagnol, qui compte plus de 70 000 travailleurs, le ratio de rémunération est de un à six. La participation plus importante des travailleurs a tendance à influencer les inégalités car "cela réduit la cupidité des directeurs et actionnaires et garantit des salaires supérieurs (et égaux)"¹²⁴

Troisièmement, les lieux de travail démocratiques comportent un certain nombre d'avantages sociaux en plus de leur effet sur la réduction des inégalités soulignée plus haut. D'après une étude de l'Enquête sociale européenne réalisée en 2016, la plus grande participation des travailleurs dans la prise de décisions et l'organisation correspond à un niveau supérieur de satisfaction de vie.¹²⁵ D'autres études confirment une relation mutuellement renforcée entre la démocratie au travail et la démocratie politique, révélant que les employés dotés d'une plus grande autonomie au travail ont tendance à voter davantage, et qu'ils sont plus intéressés et plus actifs en politique.¹²⁶

Enfin, des recherches confirment que des lieux de travail plus démocratiques sont plus durables étant donné qu'une plus grande liberté d'expression et de participation des travailleurs aboutit à une mise en œuvre accrue de politiques durables pour l'environnement, pour les travailleurs eux-mêmes ainsi que pour la société. Par exemple, des évaluations de la durabilité comparant 607 des plus grandes entreprises européennes entre 2017-2018, des entreprises où les employés étaient représentés dans le conseil d'administration enregistrent de meilleurs scores pour ce qui est des politiques environnementales que les entreprises qui n'incluent pas d'employés dans leur conseil d'administration.¹²⁸

122. La Salle, 2011

123. Upstream Podcast, 2018

124. Alvaredo et al., 2018

125. ESS, 2016

126. Budd, Lamare & Timming, 2018

127. Timming & Summers, 2018

128. Vigeo Eiris, 2018

129. Mondragon Assembly, 2020



Les avantages de la coopération

Mondragon, basée en Espagne, est composée de 102 coopératives individuelles réunies au sein d'une fédération appelée Mondragon Cooperative Corporation. Elle emploie plus de 74 000 personnes et est organisée comme un ensemble d'entreprises industrielles détenues par les travailleurs. Elle opère dans de multiples secteurs, peut affronter la concurrence sur le marché international et possède sa propre banque, sa propre université, sa propre agence d'aide sociale, plusieurs incubateurs d'entreprises et une chaîne de supermarchés.

La structure de la gouvernance est similaire à une entreprise capitaliste, mais elle se concentre sur les bénéfices pour les membres et pas pour les actionnaires. Après la crise financière, l'une des coopératives a fait faillite, laissant près de 1300 personnes sans emploi. L'idée-force de l'interdépendance entre tous les membres a permis la délocalisation de ces travailleurs dans d'autres coopératives où ils ont pu bénéficier du système de sécurité sociale des coopératives, laissant seulement 60 employés non placés.¹³¹

4.4.4 Promouvoir des secteurs de bien-être : la garantie d'emploi

Un quatrième ingrédient pour la transition consiste à dissocier le travail de la dégradation de l'environnement. Une approche à adopter dans ce sens est la garantie de l'emploi (ci-après GE), qui est un programme financé par l'Etat, géré localement, et qui offre à toute personne désireuse et capable de travailler un emploi au sein de la communauté pour un salaire minimum socialement inclusif.¹³¹

Une GE peut être conçue de différentes façons, mais on observe plusieurs aspects communs. La GE est destinée à tous les adultes qui sont prêts, désireux et capables de travailler. Personne n'est forcé de travailler, mais des emplois sont disponibles pour toute personne en cherchant un. Ce type de programme va à l'encontre de l'idée qu'une personne est "inemployable" en ciblant des emplois/activités qui correspondent aux compétences et connaissances de l'individu ainsi qu'aux besoins de la communauté. En outre, elle ne remplace pas les systèmes de sécurité sociale pour les personnes qui ne sont pas capables ou qui ne conviennent pas à l'emploi.¹³² Les programmes de GE sont censés être gérés localement et démocratiquement, ce qui complète la démocratisation du lieu de travail (voir Section 4.4.3). Une GE se distingue d'autres programmes publics pour l'emploi (comme le programme pour l'emploi de la communauté irlandaise par exemple)¹³³ parce qu'elle est permanente et non temporaire.¹³⁴

Cette proposition politique est ancrée dans la Théorie monétaire moderne (TMM) qui suggère que les gouvernements peuvent créer de l'argent en utilisant la politique fiscale. Elle considère les gouvernements comme des émetteurs de devises. Une GE pourrait ainsi être financée par la création de cash à condition que les dépenses n'entraînent pas une inflation. Etant donné

130. Bamburg, 2017

131. Landwehr, 2020

132. Wray, 2007

133. Gouvernement irlandais, 2020

134. Parrique, 2009

135. Ibid.

que cela a des implications assez drastiques, un certain nombre d'économistes ont investigué des options pour financer une GE sans se fier à l'adopter d'après le modèle de la TMM, notamment via des économies réalisées à partir des allocations et programmes de chômage, à partir d'impôts et de réductions des subsides au secteur privé (pour un exemple concret, voir l'étude de cas ci-dessous).

Le raisonnement économique sous-jacent à une GE est que cela éliminerait le chômage involontaire, maintiendrait la stabilité des prix et dissocierait l'emploi de la croissance économique. Contrairement à la proposition du RBU, le cadre de rémunération et d'avantages sociaux de la GE agirait comme un plancher salarial dans toute l'économie, évitant ainsi la spirale descendante causée par la fin de la croissance.

Le raisonnement moral pour une GE est l'évolution vers l'idée que le travail est un droit plutôt qu'un devoir. L'Article 23.1 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies stipule que "Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage." Avec l'Etat faisant office d'employeur de dernier recours, une GE cherche également à introduire un élément démocratique dans le marché du travail d'où découlent de nouveaux avantages.

Un programme de GE pourrait par conséquent soutenir et étendre les secteurs du bien-être tels que les arts, les soins, la culture ou la provision et le maintien des services écosystémiques, qui ne sont pas profitables du point de vue du marché. Il peut également assigner des tâches à la provision de biens et services publics (secteur commun) ainsi que des services universels de base qui ne sont pas fournis par le secteur privé.¹³⁶

A cause du contrôle public, une GE peut fournir plus facilement les autres conditions pour le travail dans une Europe post-coronavirus : un salaire minimum socialement inclusif suffisant pour répondre aux besoins de base, des heures de travail décentes ainsi qu'un travail moins long et partagé (voir la section précédente). Elle pourrait également reconnaître le travail de soins qui est largement ignoré dans notre structure économique et nos modes de travail actuels.



Les meilleurs emplois pour toujours

«Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD)» est une expérience de garantie d'emploi en France initiée en 2016 par l'association sans but lucratif ATD Quart Monde.¹³⁷ Le but était d'offrir à toute personne s'étant vu refuser un emploi dans une communauté locale un emploi permanent en fonction de ses compétences.

Jusqu'à ce jour, 1 100 emplois permanents ont été créés grâce au programme, parmi lesquels 40% étaient des emplois verts, 36% visaient à accroître la solidarité et l'intégration sociale, et le dernier quart à soutenir l'économie locale (en décembre 2018). Les emplois comprennent le nettoyage de sites de construction, la livraison de courses, le triage des déchets pour recyclage, des activités de soins comme des nettoyeurs, commis de cuisine, gérants de musées locaux, réparation et entretien de biens, ainsi que des postes récemment créés comme le poste de médiateur de relations sociales pour favoriser l'échange intergénérationnel.¹³⁸

Conclusions de la Section VI

La section décrit une vaste feuille de route pour la transition. Certains ingrédients de la transition sont complémentaires tandis que d'autres (comme le RBU et la garantie emploi) sont soit l'un soit l'autre en fonction du contexte spécifique. Vu les conclusions des chapitres précédents, il semble urgent que les responsables politiques accordent une plus grande attention à ces politiques de transition. L'importance d'explorer davantage ces options ne pourrait pas être exagérée car nous avons désespérément besoin de réflexions nouvelles pour que le travail fonctionne au 21ème siècle.

Conclusion

Le rapport démontre que nous avons bel et bien le choix : les emplois et la croissance ne sont pas la seule issue à ce borborygme. En fait, cela ne fera que nous plonger dans un nouveau borborygme désastreux. Il est possible de descendre de ce fameux tapis roulant en découplant le travail des moyens d'existence, de la semaine standard des 40 heures, des formes standard de propriété des entreprises, et de la dégradation de l'environnement.

Qu'est-ce que cela impliquerait d'arrêter la poursuite de ces objectifs ? Cela impliquerait moins de travail et moins de choses inutiles. Mais cela pourrait impliquer plus de travail utile et plus de choses utiles. La création d'emplois ne serait plus une fin en soi. Les emplois sont indispensables dans cette vision économique post-coronavirus parce qu'il y a un travail important ou motivant à accomplir, pas parce que les individus sont à la recherche d'un emploi pour gagner de l'argent pour survivre. La transition au travail dans une économie post-coronavirus comme nous l'avons décrite ici nous permettrait de nous concentrer sur ce qui compte réellement : plus de travail de soin, plus d'artistes, plus d'enseignants, etc. Plus d'emplois qui sont essentiels au fonctionnement et à la prospérité de l'économie réelle au lieu de l'économie dépeinte à travers le prisme de la valeur boursière.

Pour les travailleurs, cela impliquerait plus de sécurité et d'autonomie, essentiellement plus de contrôle sur leurs vies. Ce n'est pas parce que l'économie ne croît pas que nous ne pouvons pas garantir que les besoins de chacun soient satisfaits. Cela impliquerait plus de temps à passer avec les personnes qui nous sont chères et à faire les choses qui nous plaisent. Toutes ces choses que nous n'avons pas le temps de faire pendant la semaine et que nous ne faisons pas pendant le week-end parce que nous étions trop fatigués.

Pour notre environnement, cela impliquerait moins de pression, moins de déchets, et une véritable chance de décarboniser l'économie. Cela impliquerait plus d'énergie canalisée dans le travail qui régénère nos écosystèmes et moins de consommation qui les détruirait. Cela impliquerait une véritable chance pour les jeunes et les générations futures d'habiter une planète qui n'est pas ruinée par l'objectif incessant d'obtenir toujours plus.

L'analyse présentée dans ce rapport peut sembler radicale, politiquement irréalisable ou du moins éloignée du courant politique dominant. Cependant, la crise actuelle nous livre un problème radical qui exige des solutions radicales. Nous avons une occasion unique de tirer des enseignements des erreurs dévastatrices du passé et du présent. Ne la gâchons pas.

Références

- AFP (2019, January 2). Energy giant warns of 'significant' job losses over Germany's coal phase out. The Local de. <https://www.thelocal.de/20190128/germanys-rwe-warns-of-significant-job-losses-over-coal-exit>
- Alvaredo, F., Chancel, L., Piketty, T., Saez, E., & Zucman, G. (Eds.). (2018). World inequality report 2018. Belknap Press.
- Bamburg, J. (2017, October 3). Mondragon through a Critical Lens. Employee Ownership News. <https://medium.com/fifty-by-fifty/mondragon-through-a-critical-lens-b29de8c6049>
- Budd, J. W., Lamare, J. R., & Timming, A. R. (2018). Learning about democracy at work: Cross-national evidence on individual employee voice influencing political participation in civil society. *ILR Review*, 71(4), 956-985.
- Cedefop (2015). Skills, qualifications and jobs in the EU: the making of a perfect match? Evidence from Cedefop's European skills and jobs survey Luxembourg: Publications Office. Cedefop reference series. No 103. <http://dx.doi.org/10.2801/606129>
- Crouch, D. (2015, September 17). Efficiency up, turnover down: Sweden experiments with six-hour working day. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2015/sep/17/efficiency-up-turnover-down-sweden-experiments-with-six-hour-working-day>
- Dahlgreen, W. (2015, August 12). 37% of British workers think their jobs are meaningless. <https://yougov.co.uk/topics/lifestyle/articles-reports/2015/08/12/british-jobs-meaningless>
- D'Alessandro, S., Dittmer, K., Distefano, T., & Cieplinski, A. (2018). Eurogreen model of job creation in a post-growth economy. The Greens and EFA in the European Parliament.
- De Spiegelaere, S., Hoffmann, A., Jagodziński, R., Lafuente Hernández, S., Rasnača, Z., & Vitols, S. (2019). Democracy at work. In *Benchmarking Working Europe 2019* (pp. 67-89). European Trade Union Institute.
- Devetter, F., Rousseau, S., 2011. Working hours and sustainable development.
- Review of Social Economy 69 (3), 333-355.
- Dieppe, A. (2020). September 18. Slowdown in productivity growth compounded by COVID-19. Vox EU. <https://voxeu.org/article/slowdown-productivity-growth-compounded-covid-19>
- EBA (2019). EBA report on high earners. <https://eba.europa.eu/sites/default/documents/files/documents/10180/2551996/239d027f-07ae-43f7-b161-3f458d443f3c/Report%20on%20High%20Earners%202017.pdf?retry=1>
- EC (2019). The gender pay gap situation in the EU. https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/equal-pay/gender-pay-gap-situation-eu_en
- EC (2020). Consultation Document. First phase consultation of Social Partners under Article 154 TFEU on a possible action addressing the challenges related to fair minimum wages.
- ECB (2014). Monthly Bulletin. The impact of the economic crisis on euro area labour markets 1. https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/art1_mb201410_pp49-68.en.pdf
- ECB (2017). Articles The slowdown in euro area productivity in a global context. ECB Economic Bulletin, Issue 3 / 2017. https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/ebart201703_01.en.pdf
- EEA (2019). Europe's state of the environment 2020: change of direction urgently needed to face climate change challenges, reverse degradation and ensure future prosperity. <https://www.eea.europa.eu/highlights/soer2020-europes-environment-state-and-outlook-report>
- EEB (2019). Beyond sustainable growth A policy blueprint for Europe. <https://mk0eeborgicuyptctuf7e.kinstacdn.com/wp-content/uploads/2019/10/Beyond-sustainable-growth.pdf>
- Eisenstein, C. (2011). Sacred economics: Money, gift, and society in the age of transition. North Atlantic Books.
- Elliot, L. (2009, September 1). Economics: Whatever happened to Keynes' 15-hour working week?. The Guardian. <https://www.theguardian.com/business/2008/sep/01/economics>
- Elliot, L. (2020, August 30). Four-day working week could create 500K new jobs in UK, study says. The Guardian. <https://www.theguardian.com/society/2020/aug/30/four-day-working-week-could-create-500k-new-jobs-in-uk-study-says?fbclid=IwAR1BfSoK5jPaDFAP4sNbMKvpvEW2N8I29IZ0vN13gRUEsBAZcDVySDPGuok>
- ESS Round 8: European Social Survey Round 8 Data (2016). Data file edition 2.1. NSD - Norwegian Centre for Research Data, Norway – Data Archive and distributor of ESS data for ESS ERIC. doi:10.21338/NSD-ESS8-2016.
- ETUI (2017). The why and how of working time reduction. <https://www.etui.org/sites/default/files/2020-07/The%20why%20and%20how%20of%20working%20time%20reduction-2017-WEB-2.pdf>
- Eurofound (2017). Sixth European Working Conditions Survey – Overview report (2017 update). Publications Office of the European Union, Luxembourg.
- Eurostats (2019). Ageing Europe — looking at the lives of older people in the EU. 2019 Edition. <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/10166544/KS-02-19%E2%80%9161681-EN-N.pdf/c701972f-6b4e-b432-57d2-91898ca94893>
- Eurofound (2020a). Retirement. <https://www.eurofound.europa.eu/topic/retirement>
- Eurofound (2020b). Living, working and COVID-19. COVID-19 series. Publications Office of the European Union. Luxembourg.
- Eurostats (2019a). Statistics explained Accidents at work statistics. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Accidents_at_work_statistics#Number_of_accidents
- Eurostats (2019b). Employment specialisation of EU regions. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20190917-1>
- Eurostat (2020a). Statistics explained : Unemployment statistics. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics#Youth_unemployment
- Eurostats (2020b). News release Euro indicators. <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/11054062/3-02072020-AP-EN.pdf/ce573d1a-04a5-6762-5b56-cb322cbdc5ac>
- Eurostats (2020c). Statistics explained : Manufacturing statistics - NACE Rev. 2. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Manufacturing_statistics_-_NACE_Rev_2
- Eurostats (2020d). Mining and quarrying statistics - NACE Rev. 2. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Mining_and_quarrying_statistics_-_NACE_Rev_2

- Eurostat (2020e). General government gross debt - annual data. <https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=teina225&plugin=1>
- Eurostat (2020f). Statistics explained : Population and population change statistics. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Population_and_population_change_statistics#:~:text=On%201%20January%202020%2C%20the,increase%20of%2093.2%20million%20people.
- FEBA (2019). Poverty in Europe. <https://www.eurofoodbank.org/en/poverty-in-europe>
- Feenstra, R. C., Inklaar, R. Timmer, M.P (2015) The Next Generation of the Penn World Table. *American Economic Review*, 105 (10): 3150-82.
- Financial Times (2020, August 14). EU labour market suffers record loss of 5.5m jobs. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/180775b9-38c1-4511-832f-c84eafe0abe5>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) (2018). The impact of disasters and crises on agriculture and food security. <http://www.fao.org/3/I8656EN/i8656en.pdf>
- Friends of the Earth Europe (FOEE) (2019). Sufficiency moving beyond the gospel of eco-efficiency. https://www.foeeurope.org/sites/default/files/resource_use/2018/foee_sufficiency_booklet.pdf
- Global Footprint Network (2020). Earth Overshoot day. <https://www.overshootday.org/>
- Gordon, R. (2015). 'Secular stagnation: a supply-side view.' *American Economic Review: Papers and Proceedings* 105 (5), pp. 54-59.
- Government of Ireland (2020). Community Employment Programme. [https://www.gov.ie/en/service/412714-community-employment-programme/#:~:text=The%20Community%20Employment%20\(CE\)%20programme,work%20during%20their%20CE%20placement.](https://www.gov.ie/en/service/412714-community-employment-programme/#:~:text=The%20Community%20Employment%20(CE)%20programme,work%20during%20their%20CE%20placement.)
- Graeber, D. (2013). On the Phenomenon of Bullshit Jobs: A Work Rant. *STRIKE*. <https://www.strike.coop/bullshit-jobs/>
- Hatton, B. (2018, January 31). Europe's rise in temporary work contracts puts lives on hold. *AP News*. <https://apnews.com/article/8f48fd44e2174948b4100783a19bb3fb>
- Inklaar, R., de Jong, H., Bolt, J., & van Zanden, J. (2018). Rebasings 'Maddison': new income comparisons and the shape of long-run economic development (No. GD-174). Groningen Growth and Development Centre, University of Groningen.
- ILO (2018a). Working time and the future of work. ILO future of work research paper series. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---cabinet/documents/publication/wcms_649907.pdf
- ILO (2018b). World Employment and Social Outlook 2018: Greening with jobs International Labour Office – Geneva: ILO, 2018.
- ILO (2019). Work for a brighter future. Global commission on the future of work. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---cabinet/documents/publication/wcms_662410.pdf
- Jackson, T. & Victor, P. (2011). Productivity and work in the 'green economy': Some theoretical reflections and empirical tests. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 1(1), 101-108
- Johnson, J. V. & Lipscomb, J. (2006). Long working hours, occupational health and the changing nature of work organization. *American journal of industrial medicine*, 49(11), 921-929.
- Kavenna, J. (2019, October 4). Interview: Shoshana Zuboff: 'Surveillance capitalism is an assault on human autonomy'. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/books/2019/oct/04/shoshana-zuboff-surveillance-capitalism-assault-human-autonomy-digital-privacy>
- Kela (2020, May 5). Results of Finland's basic income experiment: small employment effects, better perceived economic security and mental wellbeing. https://www.kela.fi/web/en/news-archive/-/asset_publisher/IN08GY2nlrZo/content/results-of-the-basic-income-experiment-small-employment-effects-better-perceived-economic-security-and-mental-wellbeing#:~:text=06%2F05%2F2020-.Results%20of%20Finland's%20basic%20income%20experiment%3A%20small%20employment%20effects%2C%20better,perception%20of%20their%20economic%20welfare.
- Knight, K. W., Rosa, E. A., & Schor, J. B. (2013). Could working less reduce pressures on the environment? A cross-national panel analysis of OECD countries, 1970-2007. *Global Environmental Change*, 23, 691-700. DOI: 10.1016/j.gloenvcha.2013.02.017
- Krugman, P. (1994). *The age of diminishing expectations: US Economic Policy in the 1990s*. Massachusetts: MIT Press Cambridge.
- Landwehr, J. (2020). Exploring Economics: The Job Guarantee. <https://www.exploring-economics.org/en/discover/job-guarantee/>
- LaSalle, M. (2011, October 6). Cooperatives are more resilient in times of financial crisis. *Coop News*. <https://www.thenews.coop/36461/sector/retail/cooperatives-are-more-resilient-times-financial-crisis/>
- Lepinteur, A. (2019). The shorter workweek and worker wellbeing: Evidence from Portugal and France. *Labour Economics*, 58, 204-220.
- McQuinn, K., & Whelan, K. (2016). The Prospects for Future Economic Growth in the Euro Area. *Intereconomics*, 51(6), 305-311.
- Mika, A., & Zumer, T. (2017). Indebtedness in the EU: a drag or a catalyst for growth?. *ECB Working Paper Series No 2118 / December 2017*. <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecb.wp2118.en.pdf>
- Mondragon Assembly (2020). About us. <https://www.mondragon-assembly.com/about-us/>
- Müller, T., Rasnača, Z., & Vandaele, K. (2019). Wages and collective bargaining: time to deliver on the European Pillar of Social Rights. *ETUI, Benchmarking working Europe*, 47-66.
- Nässén, J., & Larsson, J. (2015). Would shorter working time reduce greenhouse gas emissions? An analysis of time use and consumption in Swedish households. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 33(4), 726-745.
- NEF (2009). A bit rich. <https://neweconomics.org/2009/12/a-bit-rich>
- Neuhaus & Obertreis (2019, July 11). VW-Chef verdient das 127-Fache eines Angestellten. *Der Tagesspiegel*. <https://www.tagesspiegel.de/wirtschaft/umstrittene-vorstandsverguetung-vw-chef-verdient-das-127-fache-eines-angestellten/24445750.html>
- OECD (2014). Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth. *OECD Social, Employment and Migration Working Papers No. 163*. <https://doi.org/10.1787/5jxjncwvx6j-en>
- OECD (2020a). LFS - Average Annual Hours Worked (database). <https://doi.org/10.1787/22252126> (accessed on 15 October 2020)

- OECD (2020b). Work-Life balance (Better Life Index). <http://www.oecdbetterlifeindex.org/topics/work-life-balance/>
- OECD (2020c). How's Life? 2020. Measuring Well-being (report). <https://doi.org/10.1787/9870c393-en> (accessed on 1 September 2020)
- OECD (n.d.). Defining and measuring productivity. <https://www.oecd.org/sdd/productivity-stats/40526851.pdf>
- OECD Observer (2005). Is GDP a satisfactory measure of growth? https://oecdoobserver.org/news/archivestory.php/aid/1518/lis_GDP_a_satisfactory_measure_of_growth_.html
- Our World in Data (n.d.). Productivity per hour worked, 1950 to 2017. <https://ourworldindata.org/grapher/labor-productivity-per-hour-pennworldtable?stackMode=absolute&time=earliest..2017&country=DEU-ITA-GBR>
- Parrique, T. (2019). The political economy of degrowth (Doctoral dissertation, Clermont Auvergne).
- Parrique T., Barth J., Briens F., C. Kerschner, Kraus-Polk A., Kuokkanen A., Spangenberg J.H. (2019). Decoupling debunked: Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability. European Environmental Bureau.
- Piasna, A. (2017). 'Bad jobs' recovery? European Job Quality Index 2005-2015. ETUI Research Paper-Working paper.
- Pickett, K., & Wilkinson, R. (2010). The spirit level: Why equality is better for everyone. Penguin UK.
- Peña-Casas R., Ghailani D., Spasova S. and Vanhercke B. (2019). In-work poverty in Europe. A study of national policies, European Social Policy Network (ESPN), Brussels: European Commission.
- Pullinger, M. (2014). Working time reduction policy in a sustainable economy: Criteria and options for its design. *Ecological Economics*, 103, 11-19
- Ricke, K. L., & Caldeira, K. (2014). Maximum warming occurs about one decade after a carbon dioxide emission. *Environmental Research Letters*, 9(12), 124002.
- Rosa, H. (2013). Beschleunigung und Entfremdung. Entwurf einer Kritischen Theorie spätmoderner Zeitlichkeit. Berlin: Suhrkamp.
- Roser, M. (2013). «Working Hours». Published online at OurWorldInData.org. <https://ourworldindata.org/working-hours>
- Rosnick, D., Weisbrot, M., 2006. Are Shorter Hours Good for the Environment? A
- Comparison of US and European Energy Consumption. Center for Economic and
- Policy Research, Cambridge, MA
- Salmon, J., & de Rugy, V. (2020). Debt and Growth: A Decade of Studies. Mercatus Research Paper.
- Savage, M. (2019, July 26). Burnout is rising in the land of work-life balance. BBC News. <https://www.bbc.com/worklife/article/20190719-why-is-burnout-rising-in-the-land-of-work-life-balance>
- Schor, J.B (1992). The Overworked American: The Unexpected Decline of Leisure.
- Basic Books, New York.
- Seidl, Irm; Zahrnt, Angelika (Ed.) (to be published): Work and meaningful activity in the post-growth society.
- Statista (2019). Ratio between CEO and average worker pay in 2018, by country. <https://www.statista.com/statistics/424159/pay-gap-between-ceos-and-average-workers-in-world-by-country/>
- Statistisches Bundesamt (2020). Germany with fifth lowest unemployment rate in the EU-27. Unemployment. <https://www.destatis.de/Europa/EN/Topic/Population-Labour-Social-Issues/Labour-market/EULabourMarketCrisis.html>
- Timming, A., & Summers, J. (2020). Is workplace democracy associated with wider pro-democracy affect? A structural equation model. *Economic and Industrial Democracy*, 41(3), 709-726.
- TUC (2019). How the shareholderfirst business model contributes to poverty, inequality and climate change. <https://www.tuc.org.uk/sites/default/files/2019-11/Shareholder%20Returns%20report.pdf>
- TZCLD (2018). Bilan intermédiaire 2018. ETCLD (online). http://etcl.d.fr/wpcontent/uploads/2018/11/181113_ETCLD_bilan_Intermediaire_email.pdf
- UN General Assembly. (1948). Universal declaration of human rights (217 [III] A)
- Upstream Podcast (2018). Ep 8.1: Worker Cooperatives — Widening Spheres of Democracy [Audio podcast]. <https://www.upstreampodcast.org/workercoops1>
- Vigeo Eiris (2018). Equitics methodology: general introduction to Vigeo Eiris' ESG Product. http://www.vigeo-eiris.com/wp-content/uploads/2019/05/20190507_Communication-on-Progress_Vigeo-Eiris.pdf
- Vlandas, T., & Halikiopoulou, D. (2016). Why far right parties do well at times of crisis: the role of labour market institutions. ETUI Research Paper-Working paper.
- Walasek, L., & Brown, G. D. (2015). Income inequality and status seeking: Searching for positional goods in unequal US states. *Psychological Science*, 26(4), 527-533.
- Walker, P. (2018, October 4). Never mind GDP – make free time the measure of UK wellbeing, say Greens. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/politics/2018/oct/04/green-party-calls-for-free-time-index-to-replace-gdp-measure>
- Wiedmann, T., Lenzen, M., Keyßer, L. T., & Steinberger, J. K. (2020). Scientists' warning on affluence. *Nature communications*, 11(1), 1-10.
- World Bank, National accounts data, and OECD National Accounts data files (2020a). GDP growth (annual %) - European Union. <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2019&locations=EU&start=1971>
- World Bank, National accounts data, and OECD National Accounts data files (2020b). GDP (current US\$). <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>
- Wray, L. R. (2007). The employer of last resort programme: Could it work for developing countries?. Geneva: ILO.
- YFJ (2018). The future of work and youth. <https://www.youthforum.org/sites/default/files/publication-pdfs/Future%20of%20Work%20-%20online%20version%202.pdf>

Pour la production, la conception, l'impression et la dissémination,
nos remerciements à :



 **Federal Ministry
Republic of Austria**
Sustainability and Tourism

Ce rapport a été produit avec l'appui financier du Ministère fédéral de la Durabilité et du Tourisme de la République d'Autriche. Son contenu incombe à l'unique responsabilité de ses auteurs et ne sera dans aucune circonstance considéré comme reflétant la position du Ministère autrichien.